TRIBUNE

HEBDOMADAIRE DU PARTI **SOCIALISTE** UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 180. — 1er FEVRIER 1964

Participez à notre campagne « Bons de soutien » (page 12).

R.T.F.

La lutte est engagée contre la mainmise gouvernementale.

(Page 9)

RUGBY

SPORT POPULAIRE

(Pages 6 et 7)

ST-NAZAIRE

Ouvriers et paysans disent "NON" au chômage.

(Page 8)

- **Le P.S.U. et l'élection présidentielle.** (Page 3)
- **La crise du mouvement ouvrier italien.** (page 5)

Pour la rénovation de l'Education nationale

La déclaration ci-dessous a été faite par le C.N.A.L. au cours de sa conférence de presse du jeudi 23 janvier.

« Au moment où des voix s'élèvent de divers côtés pour préconiser un pseudo-modernisme, le C.N.A.L. a le devoir de rappeler, dans le domaine capital de l'éducation, les principes essentiels d'une politique adaptée aux exigences des temps présents et à venir.

Ces exigences sont connues : l'évolution des techniques, le nombre des problèmes, leur complexité et la spécialisation qui en résulte, la poussée démographique, la nécessité de préparer dès aujourd'hui les jeunes à la vie de l'an 2000 dans une société qui s'étend progressivement à l'humanité entière, tout cela exige une politique orientée largement vers l'expansion et la démocratisation d'un enseignement dégagé de toute emprise particulariste. Une telle entreprise n'est pas seulement une œuvre scolaire : c'est une œuvre sociale indispensable pour les enfants, une œuvre nationale indispensable pour le pays.

Tout le monde semble en reconnaître l'urgence, mais tout le monde peut constater que la politique scolaire pratiquée par le pouvoir se révèle incapable de surmonter les difficultés qui lui sont posées ou qu'il créa lui-même, notamment en encourageant les séparatismes confessionnels. Ces difficultés, s'aggravant d'année en année en dépit des affirmations officielles, menacent l'éducation nationale d'une asphyxie définitive.

Or, une véritable démocratisation de l'enseignement suppose d'abord des moyens suffisants en maîtres, en locaux et en équipements de toutes sortes. Elle suppose également une refonte des structures. Pour atteindre ce but, elle ne doit laisser à l'écart aucun enfant, quelles que soient ses aptitudes physiques ou intellectuelles, quelles que soient la résidence, la fortune, la race ou la religion de ses parents. Tous les petits Français, sans exception, tous les enfants vivant sur le sol de France ont également droit à l'instruction, à la culture, à l'acquisition d'un métier. Conformément à la Constitution, l'Etat doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour rendre cette égalité effective et pour que ce droit puisse s'exercer dans sa plénitude.

Dans cette perspective, il apparaît clairement que la survivance d'un enseignement confessionnel constitue non seulement un anachronisme, mais encore un obstacle. Qui dit démocratisation dit orientation, c'est-à-dire harmonisation, coordination, planification. Or, il n'est pas de planification possible dans le cadre du dualisme scolaire actuel, aggravé par l'application de la loi Debré. En outre, la France n'a ni assez d'argent, ni assez de maîtres pour entretenir à ses frais deux écoles, deux réseaux d'enseignement concurrents.

Le C.N.A.L. affirme que la solution neuve, hardie et généreuse du problème scolaire réside dans l'institution d'une seule Université publique, gérée à tous les échelons d'une manière tripartite par les représentants de l'Etat, par les enseignants et par les usagers, et assurant une éducation libérée de tout dogmatisme, largement ouverte au monde et à la vie, enrichissante pour tous, également acceptable pour les catholiques, les protestants, les israélites, les musulmans, les libres-penseurs, en un mot une éducation laïque au sens plein du terme.

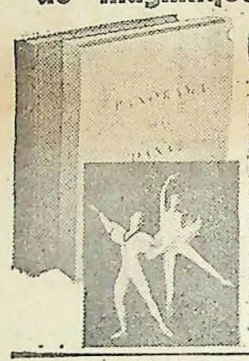
Cette politique serait le garant d'une véritable démocratie. Economiquement, elle permettrait de concentrer sur un enseignement unique les ressources financières de la nation qui sont aujourd'hui dangereusement dispersées. Socialement, elle permettrait de rassembler tous les enfants sur les bancs d'une même école, dans le respect mutuel de leur conscience et des convictions de leurs parents. Idéologiquement, elle devrait permettre à toutes les familles spirituelles de coexister, la liberté de chacune n'étant limitée que par la liberté de toutes.

Ainsi, loin d'être dépassée et sectaire comme certains tentent de le faire croire par aveuglement ou calcul, la laïcité, principe de respect de la dignité humaine, règle de paix civile et base de toute véritable éducation, apparaît plus nécessaire et plus actuelle que jamais. Instituée pour permettre aux hommes de se comprendre par-delà les divergences de leurs croyances ou de leurs religions, elle a largement contribué au développement de l'esprit de libre examen, condition de cette tolérance dont se réclament aujourd'hui les plus hautes autorités religieuses elles-mêmes, en s'adressant à tous les hommes « par-delà les races et les confessions ». C'est elle qui assurera la victoire définitive de l'esprit de liberté.

A l'heure des choix fondamentaux, le Comité national d'Action laïque réaffirme que la laïcité est le ciment de l'unité française et le ferment de rénovation de la République. Loin de se limiter à des formules que d'aucuns affectent de considérer comme dépassées, il lance un appel à tous les hommes de bonne volonté afin qu'ils s'unissent pour assurer l'avenir de notre jeunesse par l'expansion, la démocratisation et la nationalisation de l'enseignement.

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE

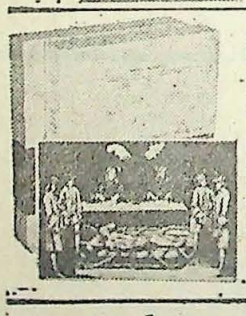
moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec faculté de retour



PANORAMA DE LA DANSE
par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24×31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (!) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.

Les 2 vol. reliés **84** F au lieu de **156** F



HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE
par Marcel Rousselet
Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

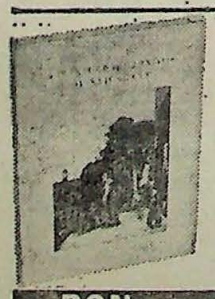
Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22×28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.

Les 2 volumes brochés **48** F au lieu de **175** F (reliés)

AUJOURD'HUI LA CHINE
par Pierre Gascar (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.

19,50 F au lieu de **40** F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVIIe SIECLE
par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du "siècle d'or" de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir — 24 pages en couleurs — 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.

29 F au lieu de **46** F

BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants .....

.....

.....

pour un montant total de .....*fr somme que veuillez trouver inclus en un* ☐ *chèque* ☐ *mandat* ☐ *chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.*

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé. T.S.

Nom ..... *Profession* .....

Adresse .....

.....

Contre la création d'aumôneries

La Fédération de Seine-et-Oise du Parti Socialiste Unifié s'associe à la protestation du Conseil de la Seine, de Seine-et-Oise du S.N.I. contre les circulaires du recteur de l'Académie de Paris et de l'inspecteur d'Académie de Seine-et-Oise relatives aux « procédures à suivre à propos de l'installation et du fonctionnement des aumôneries dans les établissements ».

La Fédération, en son temps, a déjà protesté contre cette création généralisée des aumôneries. Les instructions nouvelles obligeant les chefs d'établissement à informer officiellement tous les parents de l'organisation d'une aumônerie est une nouvelle atteinte à la laïcité de l'Ecole.

Pour ou contre « Le Vicaire »

Pour la première fois, tous les arguments des partisans et des adversaires du « Vicaire » sont rassemblés, confrontés et analysés.

Cette étude originale paraît dans le numéro de janvier de « *Droit et Liberté* », l'organe du M.R.A.P. (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix), 30, rue des Jeûneurs, Paris (2e)

L'élection de Bagneux-Sceaux

Le second tour de scrutin, le 26 janvier, a donné les résultats suivants : Inscrits : 27.508 ; Votants : 15.145 ; Suffrages exprimés : 14.510.

On obtenu : Ravera, P.C. : 8.217 voix (élu) ; Desroches, U.N.R. : 6.293 voix.

La défaite de l'U.N.R. a été complète et il convient de s'en réjouir d'autant plus que M. Logan, candidat au premier tour du M.R.P. et du Centre des Indépendants, qui prétendait jadis avoir des tendances sociales, après s'être vanté dans son affiche du premier tour, d'avoir été élu conseiller municipal de Sceaux sur une liste d'union des droites sans exclusive (M.R.P., Indépendants, U.N.R.) s'était désisté pour M. Desroches. Certains M.R.P. ont une curieuse façon de combattre le régime personnel !

Les voix de Leclerc (P.S.U.) et une partie des voix de de Veulle (S.F.I.O.) se sont reportées au second tour sur Ravera. Le rapport aurait été plus complet encore, notamment à Sceaux, si la proposition faite par les deux sections du P.S.U. intéressées et la Fédération de Seine-Banlieue, dès la proclamation du scrutin, avait été retenue : la candidature unique de Ravera, soutenue par les trois partis qui se réclament du socialisme. Nous sommes persuadés que le bon sens finira par prévaloir sur les routines. Le P.S.U. ne cessera de réclamer des candidatures uniques de la gauche dès le premier tour de tous les scrutins : ce sera la manière la plus efficace de mettre fin à l'actuel régime.

Rouen : Marche de la paix

Le samedi 25 janvier, le Mouvement contre l'armement atomique organisait à Rouen une nouvelle marche anti-atomique, dirigée particulièrement contre la force de frappe gouvernementale.

C'était cette fois sur la rive gauche de la Seine, au marché de la place des Emmurées, très fréquenté à cette heure, que se réunissaient les marcheurs au nombre de deux cents environ.

Les pancartes et les tracts très nombreux qu'ils portaient et distribuaient disaient : « Non à la force de frappe » — « Un bombardier atomique vaut six collèges techniques » — « Une heure de vol de Mirage IV coûte 10 millions » — « Si vous n'êtes pas actifs aujourd'hui, vous serez radioactifs demain », etc... Ils insistaient particulièrement sur la misère de l'enseignement technique dont l'insuffisance est exceptionnellement grave dans la Seine-Maritime, et soulignaient ce scandale permanent en face des gaspillages engloutis dans la force de rappe.

Les marcheurs traversaient ensuite le quartier très animé de Saint-Sever, en cortège, et étaient reçus à l'entrée de la commune de Sotteville-lès-Rouen, sinistrée à 80 p. cent en 1939-44, par le maire, M. Tafforeau, qui est membre du comité d'initiative départemental du M.C.A.A. Celui-ci, en quelques mots, soulignait les raisons de cette deuxième marche rouennaise du M.C.A.A. et montrait combien la récente fédération internationale de 32 mouvements pacifistes inconditionnellement anti-nucléaires et hostiles aux blocs militaires était un renforcement et un motif d'espoir pour l'action du M.C.A.A. et de toutes les forces qui, en France, travaillent pour la paix.

Nécrologie

La Fédération de Seine-et-Oise a appris avec une profonde tristesse la mort de notre vieux camarade Lucien Boulanger, de la section d'Ermont-Eaubonne. Ex-secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs dont il fut l'un des militants les plus connus, président de la Fédération Nationale des Retraités de l'Enseignement, son adhésion au P.S.U. était considérée par tous nos militants comme un geste honorant notre parti. Lucien Boulanger aura, jusqu'au bout, été fidèle aux idées qui étaient toute sa foi.

★

Notre camarade Thérèse Devaux, trésorière adjointe de la Fédération de S.-et-M., est décédée le 19 janvier à l'hôpital de Pontoise. Directrice d'école retraitée, elle avait consacré toute sa vie à militer pour son idéal pacifiste et socialiste. Déjà, pendant la guerre de 1914-1918, elle avait déployé une courageuse activité en faveur de la paix. D'abord membre de la S.F.I.O., elle y soutint les courants de gauche. En 1958, elle rentra au P.S.A., puis au P.S.U. où elle fit preuve d'une activité et d'un dévouement admirables. Sa disparition attriste profondément ses nombreux amis et camarades.

Le billet de Jean Binot

UNE PERLE

« Le devoir de l'officier est d'obéir au pouvoir civil » a déclaré, d'après notre confrère Le Monde, *l'avocat général près la Cour dite de Sûreté de l'Etat au cours de son réquisitoire contre les accusés du « complot de l'Ecole militaire » — propos qui ne manque ni de suc ni de sel, et nul ne songe à prendre M. l'avocat général pour un opposant ou pour un humoriste.*

En tout cas notre monarque, dont la légitimité remonte à Vercingétorix mais dont le sceptre n'a poussé que grâce à l'excellente fumure du 13 mai, approuvera en connaisseur et appréciera congrûment ce magistrat qui parle d'or.

LES VRAIS PROBLÈMES

LE gaullisme a contaminé bien des esprits.

Alors que la démocratie suppose le dialogue, il semble que le monologue devienne une règle, même pour l'opposition, et le mythe de l'homme providentiel atteint aussi les démocraties.

Le fait de dire qu'on regrette la méthode et conteste le programme d'une candidature contre de Gaulle est traduit immédiatement comme une « hostilité » systématique, un « négativisme » maladif.

On se trouve alors vite devant ce faux dilemme :

— Ou l'on accepte sans réserve

— Ou l'on est contre.

Les forces socialistes doivent éviter de tomber dans ce piège. Elles doivent continuer leur action constructive, à la recherche d'une candidature d'union de la gauche qui n'apparaisse pas équivoque sous prétexte de comptabilité électorale.

Et, le dire maintenant, c'est éviter de le regretter ensuite.

Battre de Gaulle est certes un bon ciment de coalition, mais être conduit pour y arriver à rassembler des hommes et des partis que l'essentiel divise risque de servir le gaullisme et d'en permettre le maintien.

Si une opposition de circonstance réussissait, elle se diviserait aussitôt après, et les pires solutions renaîtraient. Au contraire, si une opposition se définissait sur des principes et des options fermes, et nous pensons que les forces socialistes peuvent proposer les seules solutions acceptables, il se pourrait que la lutte soit plus dure, mais la victoire en serait d'autant moins contestée.

La position du P.S.U. telle qu'elle ressort de la résolution votée au Comité politique national démontre que son opposition est fondamentale aussi bien à la forme institutionnelle de la Ve République qu'à ses options politiques. Par conséquent, l'élection présidentielle de 1965 ne peut prendre à ses yeux qu'un sens : le renversement du régime de 1958.

Il est nécessaire que l'opposition de gauche précise ce qu'elle entend faire, en cas de victoire, du cadre institutionnel légué par le gaullisme afin de le transformer de telle manière qu'il ne soit ni un succédané du gaullisme, ni un retour à la IVe République.

Ceci veut donc dire qu'une des premières questions importantes que l'opposition devra soumettre à la ratification des électeurs est une réforme des institutions.

Conserver la Constitution gaulliste, c'est, d'une manière ou d'une autre, maintenir une certaine forme de la technocratie, confirmer les privilèges dans leur omnipotence, et prolonger l'effacement du Parlement, contrôle de la nation.

Bien entendu, la gauche ne peut pas sérieusement se présenter à la succession du général et de son régime si elle promet de soumettre aux suffrages un régime similaire qui ne serait qu'un replâtrage, une sorte de gaullisme bâtard.

Il est bien évident que cette opposition ne peut se contenter, pour exister, d'affirmations, d'appareils politiques ou de leaders, il lui faut à la base se mettre d'accord sur une vision commune de la société de demain.

Il y a une morale des citoyens qui, dans cette perspective, s'oppose aux astuces tactiques des appareils promoteurs. Et cette morale refuse « l'apartheid » du parti communiste.

La construction du socialisme est l'affaire de tous les socialistes, sans exclusive.

L'opposition socialiste doit proposer à la nation une série de réformes, les unes fondamentales de la société capitaliste, les autres à très court terme pour permettre la préparation des premières, sur la base d'un programme, qui ne traite pas de tous les problèmes et s'inscrivant dans un calendrier politique et économique réel, apparaîtra comme la seule alternative conduisant à une démocratie socialiste.

Bien entendu, la campagne présidentielle pourrait être l'occasion pour l'opposition d'éprouver sa stratégie, sa tactique, son programme et, bien entendu, ses hommes, à condition que ceux-ci ne soient pas imposés et téléguidés par des groupes sans responsabilités politiques qui feraient de ces leaders égarés des compères de la comédie gaulliste.

Nous pensons que, telle qu'elle se présente, actuellement, la campagne présidentielle rend impossible une campagne populaire dans le cadre d'une unité d'action.

Elle peut en particulier amener les communistes à présenter un candidat au premier tour et, par le jeu de campagnes séparées, affaiblir cette unité nécessaire pour abattre le régime gaulliste.

Et même si la S.F.I.O. prend en charge cette candidature, elle ne pourra éviter de se poser le problème de l'électorat communiste.

Il vaudrait mieux en avoir conscience dès maintenant et tout faire quand il en est temps encore pour que le candidat de la gauche parte à la bataille soutenu par les forces populaires qui voient en lui « le candidat » qu'elles ont choisi et non « un candidat » qui leur est imposé.

Harris Puisais,
directeur politique
de « Tribune socialiste »

Textes adoptés par le Comité Politique National du PSU

RÉSOLUTION POLITIQUE

Le C.P.N. du P.S.U. réuni les 24 et 25 janvier 1964 a examiné attentivement les problèmes politiques posés par les élections présidentielles de 1965.

N'ayant cessé de combattre le régime gaulliste depuis 1958, il ne saurait soutenir une entreprise qui, sous le prétexte de rechercher une majorité hétéroclite, reprendrait à son compte le style et les méthodes de ce régime.

Il ne saurait davantage cautionner une opération qui, excluant dès le départ les forces rassemblées derrière le Parti communiste, déboucherait sur les impuissances et les contradictions d'une combinaison centriste dont le néo-capitalisme serait le bénéficiaire.

Le P.S.U. considère comme possible et nécessaire une candidature commune à l'ensemble de la gauche. Cela suppose qu'un programme soit discuté par toutes les forces politiques et syndicales se recommandant du socialisme, sans aucune exclusive. Cela exige également que ce programme ne soit pas un simple catalogue de revendications et ne se définisse pas au jour le jour par rapport aux initiatives gaullistes : il doit au contraire apporter les réponses socialistes aux problèmes posés par l'organisation de la société française.

Le P.S.U., qui a toujours affirmé que la véritable alternative au régime gaulliste était celle d'une démocratie socialiste, estime que le candidat unique de la gauche devrait se prononcer sans la moindre équivoque en faveur des transformations économiques et politiques qu'exige l'intérêt des travailleurs.

Il insiste notamment sur la nécessité d'opposer à la constitution de 1958 des institutions démocratiques qui permettront d'assurer ces transformations et de surmonter ainsi le faux dilemme : ou la continuation d'un régime gaulliste, ou le retour à la IVe République, dans lequel on voudrait enfermer la gauche française.

(adoptée par 29 voix contre 24)

ÉLECTIONS CANTONALES

Le C.P.N. rappelle que la campagne des élections cantonales est à la fois :

— une occasion de propagande efficace pour faire connaître la position et le programme du parti ;

— une tribune, par conséquent, pour présenter à l'opinion notre politique de Front socialiste et avancer nos propositions de contre-plan ;

— une occasion de recrutement et de développement de l'action militante ;

— un moyen de consolider l'influence du parti en fixant le plus grand nombre de voix possible ;

— un moyen d'augmenter, par ses élus, le rayonnement et la capacité d'action politique du parti.

Les fédérations sont invitées à proposer dès maintenant une candidature unique de la gauche (P.C., S.F.I.O., P.S.U.).

Cependant, étant donné les positions prises par les partis de gauche et notamment par le P.C. de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions, le C.P.N. demande aux fédérations de préparer, sans attendre, la présentation de candidats P.S.U. dans le maximum de cantons renouvelables, de façon à étendre l'implantation du parti. Les militants des cantons non soumis à renouvellement porteront leurs efforts sur les cantons renouvelables où l'implantation du parti est insuffisante. En tout état de cause, le parti devra être présent dans toutes les agglomérations urbaines importantes.

La constitution d'un comité de soutien formé des militants et des personnalités représentatives des organisations syndicales et sociales est souhaitable.

Au deuxième tour, si le candidat du P.S.U. n'arrive pas en tête de la gauche, il se désistera pour le candidat de gauche le mieux placé pour battre l'U.N.R. et la réaction.

Mais, au cas où le P.C. et la S.F.I.O. se seraient désistés pour un candidat du centre, le P.S.U. maintiendra son candidat.

La campagne devra être centrée sur les *mots d'ordre politiques suivants :*

— Unité des travailleurs dans le cadre d'un Front socialiste ;

— Lutte contre le gaullisme, le pouvoir personnel, la politique sociale, économique, internationale du régime ;

— Lutte contre la force de frappe;

— Soutien des revendications des organisations syndicales ouvrières et paysannes ;

— Défense de la laïcité et démocratisation de l'enseignement ;

— Extension des pouvoirs des collectivités locales ; promotion des organisations d'usagers pour une réelle participation à la vie publique de tous les échelons.

Le programme électoral doit également comprendre des positions sur les différents problèmes concrets qui se posent dans le département.

(Texte adopté à l'unanimité)

100.000 provinciaux s'installent chaque année à Paris

DEPUIS sept ou huit ans, une centaine de milliers de provinciaux « montent » chaque année à Paris, ce qui représente une immigration double de celle de l'avant-guerre. Il est évident que cet afflux de population supplémentaire, qui pose bien des problèmes, est motivé surtout par des raisons d'ordre professionnel. C'est ce qui ressort d'une enquête entreprise à la demande du préfet de la Seine par l'Institut national d'études démographiques.

40 % des migrants sont constitués par des artisans, ouvriers et du personnel de services qui arrivent à Paris au début de leur vie active et souvent seuls. Un groupe d'importance à peu près égale comprend des employés, des cadres et des membres des professions libérales pour occuper certains postes ou entreprendre des études. Sur 100 migrants interrogés, 65 ont à Paris une situation équivalente à celle qu'ils avaient en province, 22 une situation plus élevée, 10 une situation inférieure et 3 sont sans activité à Paris (?).

En ce qui concerne l'origine des « provinciaux » de Paris, les effectifs les plus importants sont fournis par la Bretagne, les départements du Centre et les pays de la Loire, c'est-à-dire par des régions insuffisamment développées, où l'attraction de la capitale s'exerce surtout sur les ruraux.

Pour ce qui est de la situation familiale des migrants : sur 100 d'entre eux, 37 suivent leurs parents, 39 arrivent à Paris célibataires et 24 sont accompagnés de leur conjoint et de leurs enfants. Les provinciaux qui viennent dans la capitale sont en général assez jeunes puisque l'âge moyen à leur arrivée est en moyenne de 26 ans, un quart d'entre eux ayant plus de trente ans et un autre quart entre 20 et 25 ans. Fait important, les deux tiers des immigrants de moins de 19 ans sont des femmes alors que, pour tous les âges réunis, la proportion des femmes est de 56 %. Cet afflux de très jeunes femmes à Paris ne laisse pas de poser des problèmes délicats.

47 % des migrants installés à Paris préféreraient vivre dans une petite ville de province, surtout parmi les cadres et les professions libérales (à condition toutefois d'y bénéficier du même niveau de vie). Les ouvriers sont généralement plus conscients qu'en l'état actuel des choses, étant donné les disparités régionales, il leur serait très difficile de trouver une situation comparable en province. Il n'en reste pas moins que les inconvénients de l'encombrement de la région parisienne vont grandissants : difficultés de logement, de transport, pollution de l'atmosphère, etc.

D'où la nécessité d'une véritable décentralisation économique.

M. C.

Boulevard LEFEBVRE : Situons les responsabilités

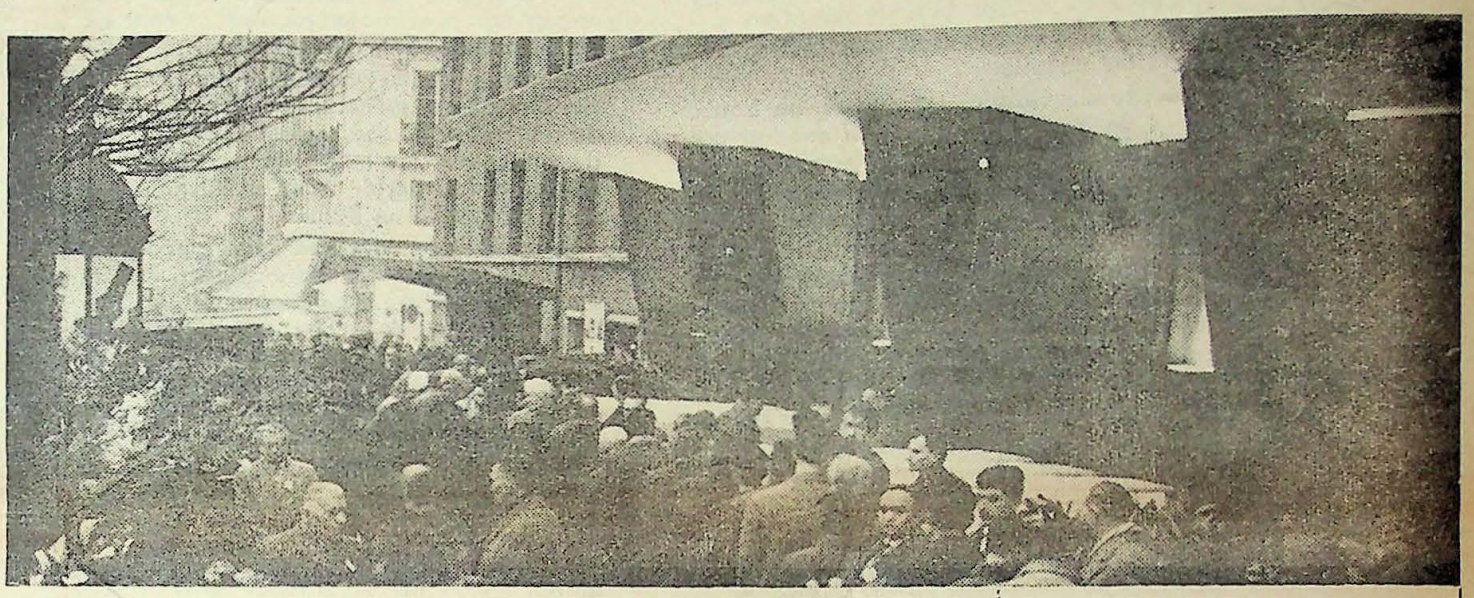
ON connait officieusement les premières conclusions de l'enquête technique menée par les experts sur la catastrophe des Perrichaux. Ainsi que, dès la semaine dernière, le révélait « Tribune Socialiste » ; *c'est l'insuffisance de contreventement servant de contrepoids au moment où l'on hissait le portique qui est la cause du « flambage » du bâtiment et de son effondrement.*

L'accident s'est produit alors que l'on procédait à la mise en place du dernier portique métallique, lequel pesait plusieurs tonnes et représentait un élément de façade de 42 mètres de haut. Or jusque-là l'élévation des portiques s'était effectuée sans la moindre difficulté. Pourquoi donc la carcasse d'acier s'est-elle effondrée au dernier portique ?

Les entrepreneurs, ingénieurs, architectes, techniciens et ouvriers du bâtiment que nous avions interrogés dès les premières heures, sur les lieux du drame, étaient formels :

« Il est dangereux de charger en tête sans contreventer au fur et à mesure » (1).

En effet, la rigidité de l'édifice n'est assurée que lorsqu'il est habillé. Faute de pouvoir l'habiller au fur et à mesure, il doit être « contreventé » systématiquement d'un bout à l'autre de la construction et de bas en haut. *Le maintien des croisillons de contreventement doit aller jusqu'à l'érection des parois latérales de l'immeuble.*



(Agip.)

Par milliers, les gars du bâtiment, mais aussi des métallos, des employés, des travailleurs de toutes les branches d'industries, parmi lesquels de nombreux ouvriers algériens, marocains, portugais, espagnols, italiens, etc., sont venus rendre un dernier et émouvant hommage à leurs camarades tombés victimes du système de surexploitation instauré dans les industries du Bâtiment, victimes de la course au rendement, de la recherche accrue du profit capitaliste...

Dans la foule, sans cesse renouvelée, on remarque la présence des consuls algérien, marocain, portugais, italien, de l'iman Ben Souaou, de la mosquée de Paris, du camarade Montariol, membre du C.P.N., à la tête d'une délégation des Fédérations P.S.U. de Paris et Seine-Banlieue, de Jacques Duclos à la tête de la délégation du P.C., de Duhamel, Lebrun, Berthelot pour le Bureau confédéral de la C.G.T.

On remarque encore d'importantes délégations de la C.F.T.C. ayant à sa tête Duvivier et Hespel, de Force Ouvrière avec Martin, de la F.E.N., etc.

En ce monde, où le profit règne en maître et où le pouvoir est entre les mains des profiteurs, c'est la course effrénée, la concurrence acharnée pour enlever les adjudications ; celles-ci obtenues, les requins mettent tout en œuvre pour élargir leurs marges bénéficiaires, ils rognent sur tout: intensification de la productivité par tous les moyens ; économies sur la main-d'œuvre en embauchant au taux le plus bas des travailleurs « bon marché » ; économies sur la qualité et la quantité des matériaux ; économie au prix de la sécurité... La catastrophe du chantier des Perrichaux en est la sanglante illustration.

En effet, pour gagner du temps, *pour économiser le matériau, la* C.E.T. (2) a simplifié le procédé « Self Lift » en ne contreventant pas systématiquement, comme l'ingénieur Corneloup de Montaigu (3) le fait encore aujourd'hui à Toulouse et ainsi que la C.E.T. le fit elle-même lors de la construction de l'ensemble de la porte des Lilas. *Cela ne suffisait pas : pour gagner encore du temps, pour accroître encore le rendement, la veille du drame, les croisillons de contreventement placés aux trois étages inférieurs de l'édifice ont été enlevés...* Or, nous l'avons vu plus haut, ces contreventements étaient indispensables pour assurer la rigidité de l'immeuble, ils servaient de contrepoids lorsque les ouvriers tiraient, à l'aide d'un treuil fixé au sommet du bâtiment, le portique métallique. La traction imposée à la charpente, qui n'était plus suffisamment armée, était donc très forte lorsque le dernier portique fut hissé. Alors l'ensemble a plié ; déséquilibré, le bâtiment s'est effondré, des travailleurs sont morts, des familles sont en deuil.

« Ils » cherchent des boucs émissaires

Aujourd'hui, on parle « d'erreur de chantier », la grande presse laisse entendre que la responsabilité du chef monteur serait engagée... Allons donc ! A qui veut-on faire croire qu'un simple chef monteur a pris la responsabilité de faire retirer trois étages de croisillons de contreventement ? A qui veut-on faire croire que les morts du chantier des Perrichaux sont dus à une simple « erreur de chantier » ?

En vérité, ils sont morts pour les mêmes raisons que les trois ouvriers qui meurent chaque jour sur les chantiers du bâtiment !

Ils sont victimes d'un système dans lequel l'homme a moins de valeur que la machine qu'il utilise, où la société n'est pas faite pour qu'il soit protégé, où la technique n'est pas mise à son service pour alléger sa peine et où le savoir ne sert pas à éviter les accidents.

La responsabilité de la catastrophe du boulevard Lefebvre est une responsabilité politique. Les coupables ne sont ni l'homme des haubans, ni celui des treuils, ni le chef monteur, ni « l'erreur de chantier ». Il y a crime et les coupables sont les responsables de la politique immobilière et financière de ce pays.

Les morts des Perrichaux n'étaient pas un tribut obligatoire au progrès, ce n'est pas lui qui les a tués, mais ce monde, ce système dans lequel nous vivons et qu'il nous faudra jeter bas pour qu'il n'y ait plus de « boulevard Lefebvre » !

Claude Lavezzi.

(1) *Voir Tribune Socialiste*, no 179, p. 4.
(2) Consortium d'Entreprises et de Travaux, 59, rue du Général-Leclerc, à Sucy-en-Brie (S.-et-O.), qui a pris la suite des travaux huit mois après la « faillite » de l'entreprise Vandevalle.
(3) Qui a déposé le premier brevet « Self Lift » en France.

Sans pudeur !

A quelques centaines de mètres du boulevard du Temple, on travaille au creusement du tunnel du « Métro-Express ». Le samedi 25 janvier, à l'appel des organisations syndicales, la totalité des travailleurs du chantier décidait un débrayage de 4 heures par poste pour rendre hommage aux victimes du chantier des Perrichaux. La direction de l'entreprise Billard, chargée de l'exécution du tunnel ne fut pas de cet avis et déclara accorder « une autorisation d'arrêt de travail de deux heures. »

Les travailleurs considérant ce laps de temps insuffisant pour permettre au poste du matin d'assister aux obsèques refusèrent et décidèrent de maintenir leur décision première : 4 heures d'arrêt de travail.

Réponse de la direction de l'entreprise :

Le chantier est lock-outé toute la journée parce qu'un « *arrêt de quatre heures compromettrait le planning du conducteur de travaux* ».

BULLETIN D'ADHESION

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(*Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris* (9e).

Crise du mouvement ouvrier italien

La scission du parti socialiste italien crée une situation nouvelle pour la classe ouvrière italienne, et même européenne. Notre parti entretenait des relations amicales avec ce parti dont les délégués assistaient régulièrement à nos congrès. Chez nous, les sympathies étaient grandes pour ses efforts, et notamment pour ceux que sa gauche faisait pour lui donner une figure originale.

Nous estimons nécessaire de publier aujourd'hui plusieurs opinions sur cette scission. J.-M. Vincent s'en félicite, et P. Naville la regrette et la trouve dangereuse. Une discussion est devenue nécessaire, en particulier dans la perspective d'une union européenne des forces socialistes.

La création du P.S.I.U.P.

Il y a maintenant quatre partis se réclamant du socialisme en Italie : le parti communiste, le parti social-démocrate de Saragat (un des plus à droite du monde), le parti socialiste de Pietro Nenni, et enfin le P.S.I.U.P. (parti socialiste italien d'unité prolétarienne) nouvellement fondé. Apparemment il y a un nouvel affaiblissement du mouvement ouvrier et un peu plus de confusion qu'avant...

En réalité les choses ne sont pas si simples. Aussi douloureuse que soit la scission du P.S.I., elle avait fini par devenir inévitable et il n'est pas interdit d'affirmer que si elle n'avait pas eu lieu, la situation aurait été encore plus confuse et plus démoralisante pour le secteur le plus décisif de la classe ouvrière italienne. Il faut bien voir en effet que le choix pour les dirigeants de l'aile gauche du P.S.I. n'était pas entre la scission et la continuation de la lutte à l'intérieur du P.S.I., mais entre la scission et un affaiblissement continuel de leurs possibilités d'expression tant par suite des mesures disciplinaires de la majorité que par suite des départs de plus en plus fréquents des militants de gauche. En quelque sorte le choix était pour eux, entre une existence marginale au sein du P.S.I. et une scission dont les inconvénients ne sont que trop apparents : saut dans d'inconnu, hostilités conjuguées des partis du centre-gauche et d'une partie de la direction du P.C.I.

Ceci dit, il faut constater par ailleurs que la majorité, et surtout Pietro Nenni, se sont ingéniés à rendre toute conciliation impossible. La majorité s'est d'abord refusée à convoquer un congrès extraordinaire, bien que plus de 35 fédérations en aient fait la demande conformément aux statuts du parti. En second lieu, dans des conditions de légalité très douteuses, la majorité de la commission des conflits s'est empressée de suspendre de toute fonction dans le parti les parlementaires de la gauche qui avaient refusé de voter pour le gouvernement de Moro-Neuni. Concrètement cela voulait dire que la gauche était amputée de ses dirigeants les plus importants et dans l'incapacité d'assumer son rôle de critique de la majorité au sein du parti.

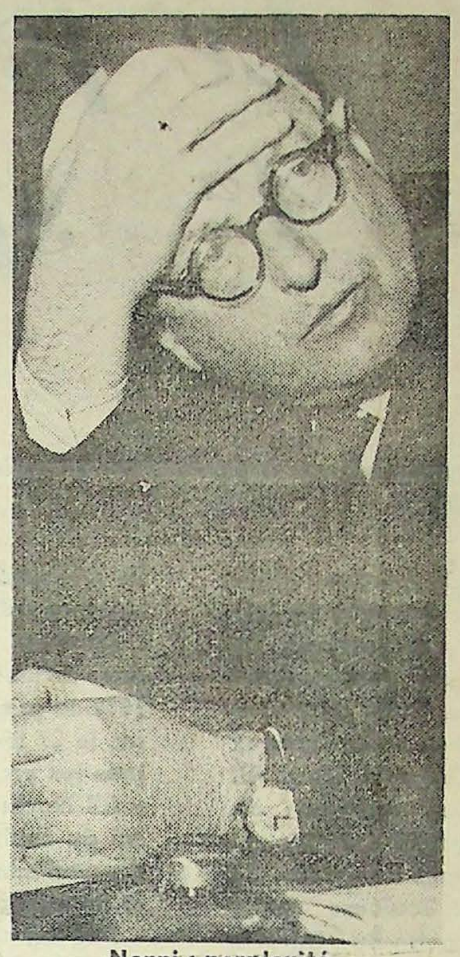
Dans ces conditions il ne faut s'étonner si la décision de faire scission fut quasi unanime parmi les militants de la gauche, alors que les commentateurs politiques s'attendaient à de nombreuses défections. Nenni, lui-même, n'avait-il pas laissé entendre que la scission serait très limitée ? Le nouveau parti, bien que faible, dispose effectivement de forces qui n sont pas négligeables. Il a emmené la grande majorité des militants actifs du parti, une proportion notable de ses syndicalistes, de nombreux conseillers municipaux et régionaux, des fédérations importantes du Nord (Turin, Aoste, Brescia), du Sud (Messine). Il ne s'agit donc pas d'un groupe limité de cadres, mais d'une force militaire solidement implantée dans la réalité italienne. On peut même dire qu'il s'agit d'un rassemblement humain d'une très grande qualité, dont on ne retrouve l'équivalent que dans le P.C.I. Pietro Nenni prouve simplement son désarroi devant les résultats de sa propre politique en affirmant que la scission est un geste de désespoir de la part des militants de la gauche.

Pour ce nouveau parti, le problème numéro un va naturellement être celui de sa définition politique, de la place qu'il compte prendre sur l'échiquier politique italien, car on ne passe pas sans réadaptation du stade d'opposition à celui de parti. Il est encore trop tôt pour prévoir ce que sera cette politique dans toutes ses articulations — le premier congrès du parti aura seulement lieu au printemps — mais on peut déjà en tracer les grandes lignes. Le P.S.I.U.P. entend ne pas être une petite formation sectaire, dont la préoccupation serait d'apparaître en tout lieu et en toutes circonstances comme la plus à gauche des formations politiques italiennes. Contrairement à ce qu'on a pu écrire, il n'y a pas de tentation chinoise au P.S.I.U.P., bien que son attitude à l'égard du centre-gauche soit incontestablement plus critique que celle du P.C.I. La préoccupation des dirigeants les plus en vue du parti est en réalité de trouver une voie révolutionnaire et démocratique au socialisme, adaptée aux pays avancés, hors des sentiers battus du maximalisme immobiliste et de l'opportunisme.

Dans ce contexte, la critique du néo-réformisme de la majorité du P.S.I. prend une place centrale, car son aspect technocratique, ses tendances à considérer que les fractions les plus dynamiques du néo-capitalisme peuvent être des alliés durables et prioritaires représentent le danger majeur pour le mouvement ouvrier. Sur ce point, le P.S.I.U.P. n'a pas encore de réponse nette et totalement élaborée, mais on discerne déjà des éléments valables de réponse. Pour les militants du P.S.I.U.P., il est clair que le vieux réformisme parlementaire a épuisé ses possibilités et qu'une partie du grand capital essaie d'associer le mouvement ouvrier à ses efforts de rationalisation de la vie sociale et économique pour mieux le museler. Face à cette stratégie capitaliste à laquelle les secteurs du mouvement ouvrier, qui ne remettent pas fondamentalement en cause (par opportunisme ou par conviction) le système, succombent facilement, les militants du P.S.I.U.P. veulent développer une stratégie de l'autonomie ouvrière fondée sur la volonté d'opposer aux formes concrètes de l'organisation bourgeoise des rapports sociaux des modèles différents de développement social basé sur la capacité des travailleurs à s'organiser contre l'exploitation capitaliste. Le but poursuivi est d'approfondir les contradictions du système et de renforcer les tendances à la rupture et à l'éclatement qu'il contient. C'est dans ce contexte que viendrait s'insérer le programme de transition vers le socialisme.

On voit par là que l'action du P.S.I.U.P. pour la rénovation du mouvement ouvrier italien peut avoir une grande portée. Il ne nous paraît pas étonnant, par conséquent, qu'à partir de cette réflexion, le P.S.I.U.P. se donne comme perspective la réunification du mouvement ouvrier italien sur des bases progressives et combatives. Cette scission est, croyons-nous, en définitive, une manifestation d'espoir et de confiance dans le socialisme.

J.-M. Vincent.



Nenni : perplexité.
(Photo Tribune)

Une scission regrettable

La scission du Parti Socialiste (qui porte à quatre le nombre des partis italiens se recommandant du socialisme) pose, à toute la classe ouvrière européenne, des problèmes importants. La raison immédiate de la scission a été le refus des députés de la gauche du P.S.I. de voter pour le gouvernement Moro, auquel participe le P.S.I. et qu'il considère comme une « ouverture à gauche ». Mais, il est évident que cet épisode n'a servi qu'à matérialiser une opposition qui a, peu à peu, constitué les éléments d'une orientation différente de celle de la direction du parti. La question essentielle est alors de savoir si l'opposition, qui représentait quelque 40 p. 100 du parti, était justifiée à créer un nouveau parti, qui se verra poser des problèmes plus complexes qu'auparavant en admettant qu'il poursuive dans la voie qu'il a choisie depuis longtemps.

Depuis au moins deux ans, le développement du capitalisme italien, appuyé sur un vaste secteur public, donnait au néo-capitalisme « moderniste » la possibilité de faire une politique de concessions à certains secteurs des travailleurs salariés (et des paysans). L'animation de l'économie (et notamment une certaine réduction du chômage), incitaient, d'autre part, les salariés à des mouvements revendicatifs qui poussaient à l'unité d'action des différents secteurs politiques du socialisme italien (y compris le parti communiste, qui tend à modifier profondément sa politique, le plus souvent d'ailleurs sur une ligne simplement critique de la démocratie chrétienne).

Dans ces conditions, se présentait la possibilité d'une politique « d'ouverture à gauche » d'un gouvernement de coalition démo-chrétien et socialiste. Nenni considérait la participation gouvernementale comme une « expérience », mais il faut reconnaître que, depuis plusieurs mois, les conditions politiques de cette expérience étaient compromises et risquaient de tourner à la compromission, malgré l'attitude plutôt « expectative » du parti communiste italien.

La gauche du P.S.I. pouvait choisir entre plusieurs attitudes : ou bien elle pouvait défendre des conditions minima de participation, en préconisant un programme qui auraait accentué la différenciation dans la démocratie chrétienne, ou bien elle pouvait refuser de s'associer à « l'expérience », en insistant sur les conséquences négatives probables, sans s'engager dans la voie de la séparation ; ou encore, elle pouvait s'engager sur la voie de la scission et c'est ce qu'elle fait

Comme toujours, en pareil cas, les causes immédiates de la scission importent moins que les orientations divergentes que celle-ci traduit. Or, si Nenni et la majorité du Parti se sont engagés dans la participation gouvernementale, il est clair que ce n'est pas sans réserves. Lombardi et ses amis, une large fraction du P.S.I. restent, sinon hostiles, du moins réservés sur l'expérience. La gauche avait tout intérêt à maintenir sa position sans quitter le parti et à préparer, pour l'avenir, de larges positions d'unité prolétarienne. C'est cette situation qu'exprimait Amendola déclarant, au nom du P. C., que « **la scission du P.S.I. n'est pas un événement heureux, mais aurait été plutôt pire le ralliement de tous les socialistes à l'opération Moro** ». En somme, le P.C.I. estime que la scission est néfaste et que la gauche du P.S.I. aurait pu maintenir son opposition à l'opération Moro sans y recourir.

De fait, les problèmes de l'unité continuent à se poser et la scission ne facilite pas leur solution En tout cas, la gauche ne peut plus les poser en dehors de la recherche d'une réunification qui englobe le parti communiste, d'autant plus que la cohabitation dans une même centrale syndicale rend l'action commune indispensable au niveau des revendications. Dans cette perspective, la scission semble plus dangereuse qu'utile, ou même indispensable.

Mais son aspect le plus dangereux serait la tentation de considérer cette scission comme un élément de clarification à l'échelle européenne. J.-M. Vincent écrit, dans une chronique envoyée à « Mondo Nuovo », organe du nouveau parti, que « la gauche française refuse a priori les affirmations de ceux qui voudraient réduire le débat en cours dans le P.S.I. à des dimensions étroitement nationales, concernant seulement l'Italie. » Il est certain que les thèmes mis en avant par la gauche du P.S.I., en particulier la recherche de nouvelles méthodes de lutte contre le néo-capitalisme, ont de grandes analogies avec ceux qu'une partie de la gauche et, notamment, le P.S.U., met en avant en France. Mais il serait radicalement faux d'en tirer des conclusions scissionnistes. En France, comme en Belgique, la situation présente nécessite la recherche de l'unité, du rassemblement et non de la séparation. Notre partie continuera à examiner de près l'évolution de la situation en Italie et les effets réels de la scission. Selon toute vraisemblance, l'attitude du Parti Communiste jouera un rôle déterminant, comme d'ailleurs en France. Une unité d'action scellée avec le P. C. italien mettrait à l'épreuve les positions du nouveau parti socialiste de gauche. C'est de ce côté là que nous devrons porter notre attention au cours des prochains mois.

Pierre Naville.

La Chine doit entrer à l'O.N.U.

Il est des accommodements avec le Ciel, et même avec le « péril jaune ». C'est ce que de Gaulle, profitant des contradictions entre Pékin et Moscou, et de ses propres difficultés avec Washington, a fini par reconnaître, sans oublier les nécessités du commerce. Voilà donc la République populaire de Chine reconnue diplomatiquement par la France.

Nous nous en félicitons, sans toutefois rien porter au crédit du président de la République. En 1924, le gouvernement français avait aussi fini par reconnaître le gouvernement de l'U.R.S.S., sans atténuer d'un iota la lutte des travailleurs français contre le capitalisme.

Reste à admettre que la Chine doit être présente à l'O.N.U., où l'équilibre des forces est actuellement complètement faussé par son absence. Il est vraisemblable que la reconnaissance de la Chine par les pays membres de l'O.N.U. modifierait en fin de compte la nature des rapports entre l'U.R.S.S. et la Chine.

Cependant, la reconnaissance diplomatique de la Chine par l'O.N.U. n'apporterait pas d'éléments essentiellement nouveaux sur le terrain des luttes sociales. A cet égard, les partis socialistes et communistes d'Europe restent confrontés à un problème auquel ils pourront de moins en moins rester étrangers. Et qui reste pour nous le plus important.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV°) Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX°) Tél. : PIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14°. Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	7,5 F
6 mois	15 F
1 an	28 F
Soutien	50 F
Changement d'adresse	0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 86-61, rue La Fayette Paris (9°)

T.V. + Tournoi des 5 Natio

Le football est menacé
1er sport populaire fr

EN France, le monde sportif en général et les milieux du rugby en particulier sont en effervescence. La raison de cette fièvre qui s'est emparée des fervents du ballon ovale s'explique par une seule phrase : les fameux joueurs de Nouvelle-Zélande, les « All Blacks », les meilleurs rugbymen du monde, disputeront quatre matches en février contre des équipes françaises. Ils joueront le 1er février à Toulouse contre la France « B », le 5 contre Sud-Ouest à Bordeaux, le 8 pour le grand test de Colombes contre l'équipe de France et le 13 la clôture à Lyon, face au Sud-Est.

Oui, les « All Blacks » méritent bien le titre de meilleurs rugbymen du monde. Un simple coup d'œil sur leur palmarès ne laisse plus de doute à ce sujet. Depuis leur première tournée en Europe, qui remonte à l'année 1905, jusqu'à fin 1963, ils totalisent 133 victoires, 9 défaites et 3 matches nuls.

Meilleurs joueurs, sûrement, mais non pas invulnérables. Souvenons-nous de 1954, la grande année du rugby français, où, le 27 février, à Colombes, renversant tous les pronostics, la France battait les « All Blacks » par 3-0. Un prestigieux essai du capitaine Jean Prat et soixante-dix-neuf minutes de placages, de courses et de transpiration.

Dix ans ont passé depuis ce jour marqué d'une pierre blanche dans l'histoire du rugby français, dix ans où le ballon ovale a connu dans notre pays des fortunes diverses.

Aujourd'hui, un remaniement complet a été opéré dans les rangs du XV de France, une nouvelle génération de rugbymen a pris la place des vainqueurs de 1954. Souhaitons que cette « nouvelle vague » récidive l'exploit de son aînée.

LE football rugby est né en Angleterre, un jour de novembre 1923, dans la ville qui lui donna son nom : *Rugby*. On pratiquait dans son célèbre collège le football avec des règles quelque peu fantaisistes. Si, par hasard, vous faites du tourisme en Grande-Bretagne, passez par Rugby et ne manquez pas d'aller voir sa célèbre « Public-School ». Dans la cour, vous verrez une plaque de marbre rose immortalisant le premier joueur de rugby.

« Cette pierre commémore l'exploit de William Webb Ellis qui, avec une jolie désinvolture envers les règles du football joué en son temps, le premier, prit la balle dans ses bras et courut avec. Ainsi prit origine le trait distinctif du jeu de rugby. *A.D.* 1823. »

Le collège de Rugby exerçait, à l'époque, une grande influence sur la jeunesse étudiante anglaise, et bientôt l'attrait du football rugby s'imposait dans toutes les universités du Royaume-Uni.

En France, ce fut au Havre, vers 1872, que, pour la première fois, des étudiants anglais jouèrent au football rugby contre de jeunes Havrais, puis bientôt le premier club sportif français fut fondé : le Havre Athletic Club. Paris adopta bien vite cette nouvelle façon de jouer au ballon et bientôt il fit fureur dans les lycées parisiens. En 1882, naissait le premier club sportif parisien : le Racing-Club de France, suivi du Stade Français en 1883, et, en 1888, le football rugby était admis officiellement dans les écoles.

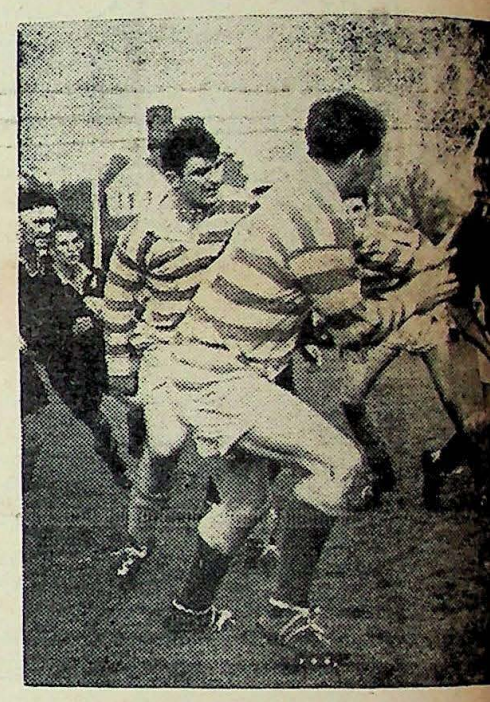
Le 20 mars 1892, le baron Pierre de Coubertin organisa et arbitra le premier Racing-Stade, titre de champion de France en jeu. Le Racing l'emporta: 4 à 3. Puis, le 18 avril de la même année, le premier match international avait lieu à Paris où Rosslyn Park battait le Stade Français, par 3 à 0, à Levallois.

Enfin le Stade Français prit sa revanche sur Rosslyn Park en 1894 et obtenait ainsi la première victoire internationale du rugby français.

Bientôt de nombreux clubs de rugby virent le jour en France. Après le Stade et le Racing, la province s'initiait à ce sport, à Bordeaux, en premier lieu, où prit naissance le Bordeaux Université Club. Rapidement, le rugby fit tache d'huile dans tout le Sud-Ouest. Un Anglais, Owen Roe, devait, avec les frères Forgues et René Lassère, conduire l'Aviron Bayonnais à la gloire.

Le Tournoi des cinq nations

Le rugby, en quelques années, avait pris en France une place solide. Bientôt, Béziers, Narbonne créaient des clubs, puis le centre de la France, le Lyonnais, les Alpes, etc. (Entre les deux guerres, le rugby avait même une vogue indéniable à Strasbourg et à Nancy.)



Les « All Blacks » en action

Mais le véritable coup de fouet a été donné en France par le Tournoi des cinq nations. Il fut organisé par les Unions britanniques : Angleterre, Ecosse, Pays de Galles et Irlande. La France devait être nation invitée en 1906.

Cette année-là devait être désastreuse pour nos couleurs, puisque l'Angleterre battit la France, au Parc des Princes, par 35 à 8 et les « Springboks » d'Afrique du Sud écrasaient l'équipe de Paris par 54-6.

Après avoir reçu de sévères « *corrections* » pendant une longue période, les Français, à partir de 1920, se rapprochaient sensiblement de leurs adversaires d'outre-Manche. Quelques joueurs de premier plan, qui faisaient leur service militaire à l'école de Joinville, tels : *Jauréguy, Borde, Crabos, Clément* permirent au quinze de France de réaliser quelques bons résultats notamment : 1920, victoire sur l'Irlande ; 1921, sur l'Ecosse ; 1921-1923, sur l'Irlande et 1922, match nul avec l'Angleterre.

La progression du rugby en France s'affirmait. Mais les passions que déchainait le championnat eurent leurs répercussions sur les rencontres

(Photo A.D.P.)

Le Lourdais Crauste, un des meilleurs troisième ligne français.

ns + All Blacks = RUGBY

comme
ançais

internationales. Si bien que les relations entre Français et Britanniques furent interrompues après la saison de 1931 à la suite de violents incidents qui eurent lieu à Paris au cours du match France-Ecosse (jeu dur de la part des Français, arbitre pris à partie, etc.).

Les relations étant rompues, l'élan du jeu à XV fut brisé net et nos dirigeants durent se contenter, pendant une longue période de vaches maigres, d'adversaires inférieurs tels que l'Allemagne. Puis vint la guerre 39-45. Le jeu à XIII profita de cette crise pour s'épanouir sous l'impulsion de Jean Gallia.

(Photo A.D.P.)

levant Cambridge University.

La paix étant revenue dans le monde et sur les terrains de rugby, les relations franco-britanniques furent de nouveau amicales. Le premier match international eut lieu en 1945, à Swansea, et le Tournoi des cinq nations repartit du bon pied à partir de 1947. Dès lors, la France devait tenir un rang des plus honorables (deuxième en 1948, 1949 et 1951).

1954 : année glorieuse du rugby français

En 1954, c'est la gloire du rugby français. Le quinze de France, sous le commandement de Jean Prat et ayant avec lui des vedettes authentiques telles que son frère Maurice, Vannier, Bouquet, Martine, Crauste, Lacaze, Quaglio, Davos, Barthe, Roques, Albaladejo, Dufau, Domec, Mias, Domenech, André Boniface, etc., remporta le Tournoi des cinq nations en 1954, 1955, 1959, 1960, 1961 et 1962. Elle se classa deuxième en 1956 et 1963. En-re-temps, une tournée aux Antipodes permit à nos représentants de confirmer leur supériorité en obtenant le match nul en Afrique du Sud et en battant les Springboks, chez eux, à 5, à Johannesburg.

Mais de toutes ces victoires, une des plus belles fut celle remportée en 1954, à Colombes, contre les fameux Néo-Zélandais, les « All Blacks ».

Il faut savoir, en effet, que les « All Blacks » étaient les grands favoris de cette rencontre, et l'on ne donnait pas cher de cette équipe de France qui, selon les meilleurs pronostics, devait succomber rapidement devant la fougue des Néo-Zélandais. Ce miracle pourtant se produisit. Emmenés par J. Prat, capitaine du XV français, nos joueurs firent mieux que se défendre et, renversant tous les pronostics, battirent les All Blacks par 3-0, un essai de Jean Prat amené par un placage de Domec et une échappée de Baulon. Pour la première fois, le XV de France apparaissait au niveau des meilleurs rugbymen du monde.

Mais les vedettes commençaient à vieillir. Jean Prat avait pris sa retraite en 1955. Le Dr Mias se retirait à son tour sous sa tente et la tournée du XV tricolore en Nouvelle-Zélande se soldait par de sévères échecs. Plus encore, notre équipe était battue sans gloire par la Roumanie (1960 et 1962) et était tenue en échec en 1961 et 1963.

1964 : sept nouveaux internationaux

Dix ans après la grande victoire de Colombes, où en sommes-nous ? Après de nombreuses déceptions, les sélectionneurs de la Fédération Française de Rugby ont enfin décidé, en automne 1963, de rajeunir leurs cadres. Non seulement au comité de sélection, mais dans l'équipe elle-même. C'est ainsi que *Jean Prat, cinquante et une fois international*, et *Noël Baudry*, lui-même ancien joueur de l'équipe de France, furent appelés officiellement à siéger au comité de sélection. Ainsi l'équipe qui a disputé le premier match du Tournoi des cinq nations en 1964 contre l'Ecosse comptait sept nouveaux joueurs, dont six avants et le demi de mêlée J.-C. Lasserre. Cela prouvait bien la richesse du rugby français.

Mais dans un combat international, la volonté, les qualités athlétiques ne suffisent pas toujours, il faut également l'expérience, pour ne pas dire la ruse.

C'est ainsi qu'à Edimbourg, le 4 janvier dernier, sous la pluie, les Ecossais infligeaient un 10-0 à nos joueurs, lesquels pourtant n'avaient pas démérité, mais il leur manquait (à certains, du moins) l'habitude des grandes rencontres.

La logique voudrait que la transfusion de sang nouveau se fasse à dose plus réduite et que quelques anciens soient rappelés, notamment dans la ligne d'avants. *Domenech*, le populaire pilier de Brive, a ainsi été écarté de la sélection nationale. D'aucuns prétendent, non sans raison, que le « Duc » y avait toujours sa place. On parlait de cabale ! La vérité est que Jean Prat possède à son palmarès 51 sélections contre 49 pour Domenech. On conçoit aisément que les sélectionneurs soient très réticents, et de proposer Domenech devant leur nouveau collègue Jean Prat.

Le XV de France peut battre les « All Blacks »

L'équipe de France 1964 a donc un nouveau visage, comme nous le disions plus haut, les cadres ont été rajeunis. On peut regretter que ce rajeunissement n'ait pas été opéré plus tôt, ce qui aurait permis à des joueurs de valeur d'être tout à fait prêts aujourd'hui. C'est le cas d'Amestoy (Mont-de-Marsan) et de Massebœuf (Lyon), deux individualités fort connues depuis longtemps *et que les sélectionneurs avaient laissées pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le rugby.* (Massebœuf a quitté la capitale en mauvais termes avec les dirigeants du Racing-Club dont il portait les couleurs. Cela a fait perdre à ce magnifique athlète quatre ou cinq ans de carrière internationale.

Le changement de tendance à la F.F.R. s'est confirmé par l'apparition dans l'équipe de France-B, qui jouera samedi 1er février, à Toulouse, contre les « All Blacks », de plusieurs jeunes : le Lourdais Arnaudet, le Béglais Trillo, le Toulousain Cester. Ces joueurs, encadrés par des anciens, peuvent faire de bons débuts sous le maillot de l'équipe de France et seront certainement appelés à relever les chevronnés tels que Dupuis, Boniface, etc.

Puisque nous parlions des « All Blacks », qui vont disputer quatre matches en France, rappelons qu'ils ont cette année, au cours d'une tournée en Grande-Bretagne, successivement battu l'Irlande (6-5), le Pays de Galles (6-0) et l'Angleterre (14-0), mais ont été tenus en échec dernièrement par les Ecossais à Edimbourg (0-0).

Ceux que l'on considérait comme des « monstres » ne sont donc pas invulnérables. Le 8 février prochain, notre XV, rajeuni, fera-t-il aussi bien que son aîné de 1954 ? C'est la question que le monde du rugby se pose. Quoi qu'il en soit, il y aura « du sport » sur le terrain de Colombes, car si les Français veulent effacer les trois défaites qu'ils ont subies en 1961 en Nouvelle-Zélande, il est encore plus vrai que les « All Blacks » n'ont pas oublié le 27 février 1954...

La tournée de l'équipe néo-zélandaise déchaîne les passions. Il suffit de connaître le nombre de places qui ont été demandées pour le 8 février (les 16.000 places assises sont louées depuis longtemps). Les moins favorisés, ceux qui n'auront pu obtenir le billet convoité et ceux qui seront retenus dans leurs provinces éloignées, suivront avec passion, devant leur écran de télévision, les luttes que vont se livrer nos rugbymen et ceux des antipodes. Ce serait une grande déception pour tous les sportifs si notre équipe était taillée en pièces.

Vainqueur ou battu le 8 février, le rugby français continuera son ascension et conservera sa vogue. Sa progression peut même s'accentuer si les excès de violence sont sévèrement réprimés par les arbitres et dirigeants.

La vogue du rugby est aujourd'hui incontestée et prend même parfois le pas sur le football (1) qui fut longtemps considéré comme le sport-vedette dans notre pays, mais qui, aujourd'hui, périclite en raison des contre-performances des meilleures équipes. Ces professionnels de la balle ronde ne remplissent pas toujours leur contrat. Le public a un faible pour ceux qui ne ménagent pas leurs efforts, et, sur ce plan, les rugbymen donnent une belle leçon à leurs frères footballeurs.

Dominique Laury.

(1) *Exemple.* — Football : *France-Belgique*, dernier match international, comptait 12 000 spectateurs.

Ruby : *Béziers-Narbonne*, simple match de championnat de France, comptait 20.000 personnes.

(Photo A.D.P.)

Le fameux Don Clarke, surnommé « l'homme aux pieds d'or ».

Les « All Blacks » en quelques lignes

Les rugbymen de Nouvelle-Zélande, que l'on considère comme les meilleurs du monde, sont appelés « All Blacks » car leur équipement est entièrement noir sauf sur le maillot l'emblème national de Nouvelle-Zélande, la feuille de fougère argentée. Cet emblème fut à l'honneur aux Jeux olympiques de Rome puisque deux athlètes néo-zélandais remportèrent des médailles d'or au 1.500 et au 3.000 mètres.

Le rugby est en Nouvelle-Zélande le sport national. Il y a 100.000 pratiquants pour une population de 2.500.000 habitants.

Les « All Blacks » sont considérés en Nouvelle-Zélande comme personnalités nationales, et leur palmarès est étourdissant : 133 victoires pour 9 défaites.

Ce qui caractérise essentiellement la technique néo-zélandaise, c'est l'extraordinaire pouvoir collectif des avants d'une extrême puissance athlétique, dans une condition physique toujours parfaite.

Ils possèdent, pour les diriger, un homme d'une valeur exceptionnelle : le pilier Wilson Whineray, *d'origine paysanne, il exerce la profession d'ingénieur agronome. Il a 28 ans, mesure 1 m 83 et pèse 95 kilos.*

Don Clarke *est, avec le capitaine* Whineray, *le plus connu des « All Blacks ». Surnommé « l'homme aux pieds d'or », il est célèbre dans le monde entier. A lui seul, il marque 50 p. 100 des points réussis par son équipe. C'est un athlète de 30 ans, au gabarit impressionnant (1 m 88 pour 104 kg). Lorsqu'il foulera l'herbe de Colombes, le 8 février, il en sera à sa vingt-neuvième sélection. Aucun Néo-Zélandais n'a encore fait mieux.*

Le plus jeune des « All Blacks » a à peine 20 ans. Son nom : W.L. Davis. *Il est inspecteur d'assurances, mesure 1 m 80 pour 75 kilos.*

Le plus âgé D. Young *a 33 ans. Il est instituteur, mesure 1 m 75 pour 86 kilos.*

Les « All Blacks », depuis 1906, n'ont perdu qu'une fois contre la France : en 1954.

(Photo Tribune)

SAINT-NAZAIRE : Pourquoi une ville en expansion connaîtrait-elle le chômage ?

MERCREDI 22 décembre, une mer humaine défila pendant 3 heures dans les rues de Saint-Nazaire, où tous les magasins avaient tiré leurs rideaux ; où toutes les écoles étaient fermées. Plus de 30.000 personnes répondaient à l'appel du Comité de Défense de l'Emploi, en lutte contre les licenciements et contre la fermeture des Fonderies de Saint-Nazaire (cette fermeture est prévue pour le 8 février).

Déjà certaines entreprises essaient de profiter de la situation pour offrir du travail mais à des salaires descendant jusqu'à 1 F 70 de l'heure. Il existe également à Saint-Nazaire, une société (*Lange*, pour l'appeler par son nom) qui comprend plusieurs entreprises. Et aux travailleurs licenciés d'une de ces entreprises (Lange-Saint-Nazaire), il serait offert, m'a-t-on dit, d'être réembauchés dans une filiale de cette société, (Lange-Trignac), mais pas aux mêmes salaires bien sûr. Le patronat ne perd jamais le Nord !

Le rassemblement des agriculteurs

Un rassemblement groupant de 2.000 à 3.000 agriculteurs venus de toute la région, et se tenant place de la Nouvelle-Gare, à 14 heures, avait précédé la manifestation. (Ils avaient devancé — pour la circonstance — la manifestation nationale paysanne du 24 janvier).

Daniel Bigeard, président de l'Union cantonale, devait donner son sens à ce rassemblement :

C'est à Saint-Nazaire, en 1959, que nous avons réalisé la première association ouvriers-paysans. Les ouvriers nazairiens s'étaient alors spontanément joints à nos protestations quand nos camarades finistériens avaient été emprisonnés. Aujourd'hui des entreprises sont menacées de fermeture, le travail et la sécurité des ouvriers se trouvent compromis, il nous appartient de les assurer en retour de notre entière solidarité.

René Philippot prit la parole au nom du Centre des Jeunes Agriculteurs :

Il devait parler de l'exode rural (4.000 hommes entre 1954 et 1962), surtout des jeunes du reste, car les retraites ne sont toujours pas suffisantes pour que les hommes âgés puissent se reposer (moyenne d'âge des agriculteurs en L.-A. : 50 ans).

Les S.A.F.E.R. se sont révélés inefficaces. Sur 100 dossiers en instance à la Préfecture, 10 seulement sont en cours d'instruction, et la loi sur la propriété d'exploitation n'a pas encore été votée !

Peu importe pour nous le système de propriété, seul doit compter la sécurité de l'emploi.

Pierre Garreau, pour la F.D.S.E.A., concluait :

« Nous voulons donner un avertissement au gouvernement.

« Il n'y a pas de surproduction, elle n'est que passagère, la sécheresse l'a prouvé. Ce qu'il faut c'est une organisation du marché. *On ne peut parler de surproduction quand des gens meurent de faim.*

« Mais, aujourd'hui, après avoir informé de notre situation, nous venons démontrer la solidarité paysanne pour les soucis de Saint-Nazaire et de ses travailleurs. »

De toutes les rues débouchaient des hommes, des femmes, même des enfants, pour rejoindre ceux qui se trouvaient déjà sur la place de la Gare.

Toute la ville était là. Tous les corps de métier, les représentants de toutes les associations, 46 *maires*, tous les élus, mais non le représentant du Pouvoir. Il y avait également des délégations de la région, telle celle des pêcheurs du Croisic.

Des banderoles proclamaient la volonté de dire non au chômage

Nous pouvions lire : « Du travail pour les jeunes ». « Pour défendre notre pain, unissons-nous ». « Les 40 heures, du travail, des salaires ». « De Gaulle, démission ».

Quand le cortège se forma, trois jeunes adolescents se placèrent en tête portant une pancarte « *Du travail pour mon papa* ».

Suivaient les syndicalistes et les membres du Bureau de Défense de l'Emploi (pour le P.S.U., le secrétaire fédéral de la L.-A., notre camarade Jean Aubry), et un autre camarade du Bureau Fédéral.

Puis venaient les maires et les élus de la région, ceints de leur écharpe, quatre tracteurs montrant la présence des agriculteurs.

Piconnier (C.G.T), chargé par le Comité de Défense de l'Emploi de présider le meeting, demanda alors aux organisations ci-dessous, d'être représentés sur le podium, par des délégués : C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.G.C., F.F.N., F.N.S.E.A., S.F.I.O., P.S.U., P.C., M.R.P., Syndicat des Paysans, Commerçants sédentaires et non sédentaires, U.F.F., A.P.F., Union des J.C., J.O.C., U.J.P.F., Chambre de Commerce, C.N.L., Association des maires de France.

Piconnier remercia cette foule immense, qui se lève des profondeurs de la population laborieuse de notre région pour apporter au Comité de Défense de l'Emploi, son soutien absolu.

« Certains, ne l'oublions pas, nous souhaitèrent il y a quelques semaines une bonne année sociale, mais envoyaient quelques jours plus tard aux travailleurs des étrennes sous forme de lettres de licenciement. »

Thobie (C.F.T.C.) prit ensuite la parole, au nom des organisations syndicales.

« La situation actuelle, soit des centaines de familles dans l'immédiat, des milliers dans l'avenir victimes du chômage, *était prévisible*.

« Depuis 1956, les grilles du Chantier de l'Atlantique sont fermées à l'embauche, son effectif est passé de 10.700 à 8.839 et nous savons par une étude de l'A.S.S.E.D.I.C., qu'il est envisagé de « dégager » début 1964, 450 personnes des « Chantiers » et probablement 240 des maisons sous-traitantes, et que d'octobre à décembre, ce sera 2.000 ouvriers plus 200 jeunes qui n'auront plus de travail !

« De plus cette enquête montre que sur 3.276 jeunes il n'y en a que 1.871 qui font un apprentissage normal. Et les autres ?

« Les syndicats, dès 1956, ont demandé que des mesures soient prises pour assurer le plein emploi dans notre région, qui est une région à forte poussée démographique. Depuis cette date, nous avons vu une bonne vingtaine de ministres ou responsables de l'économie, à qui nous avons remis des rapports sur le besoin urgent de création d'emplois (il aurait fallu et il faut toujours 3.500 emplois nouveaux par an).

« Pour la production, à 45 ans on est jugé vieux par le patronat et la direction Antar, de Donges, vient de décider qu'il n'y aurait plus d'embauche *pour les candidats de plus de 25 ans !*

« Mais pour masquer et leur carence et celle du patronat, le représentant du ministre du Travail nous a dit que les mouvements sociaux qui ont lieu à Saint-Nazaire effrayent les industriels et les empêchent de s'installer à Saint-Nazaire. Non, c'est faux. En Vendée où il n'y a pas de mouvements sociaux, les industriels ne viennent pas davantage s'installer ! »

Alors, à qui la faute ?

Nous accusons *le grand patronat* de s'opposer, et *les pouvoirs publics* de n'avoir rien fait pour favoriser l'implantation d'usines nouvelles.

M. Guichard, délégué à l'aménagement du territoire, déclarait au Comité d'Expansion Economique de la L.-A. qu'il n'y avait pas dans la région assez de main-d'œuvre qualifiée.

Nous démentons, car les élèves sortant des écoles techniques sont forcés de s'expatrier.

En 1961, M. Lefol, inspecteur au ministère de l'Industrie et du Commerce, faisait la déclaration suivante :

« J'ai constaté que des industriels qui étaient venus dans cette région n'avaient finalement pas donné suite à leurs projets, non pas à cause du prix du charbon, non pas à cause des prix des transports, mais à cause de l'accueil collectif qui leur avait été réservé. Quand je parle d'accueil collectif, je parle de l'accueil des industriels locaux, parce que l'industriel qui vient de l'extérieur prend, bien sûr contact avec la Chambre de Commerce, la préfecture, le comité d'expansion, mais ensuite il ne se contente pas de ces contacts quasi-officiels, il essaie de pénétrer dans les milieux de l'industrie et du commerce locaux. Alors là, il y a un phénomène général, qui n'est d'ailleurs pas propre à cette région. Les industriels locaux manifestent rapidement leur crainte de voir arriver des industriels nouveaux, parce que ceux-ci risquent de leur prendre la main-d'œuvre et de faire monter les salaires.

« Ce qui est vrai également, c'est que nous ne voyons de création d'industries nouvelles que sur l'axe Marseille-Rotterdam.

« Nous n'acceptons pas que *des ouvriers qui sont usés par le travail soient jetés au rebut comme des machines, condamnant leurs familles à la misère et transformant notre région en désert !*

« Nous acceptons que le Fonds national de l'emploi aide les travailleurs âgés de plus de 60 ans à bénéficier d'une retraite anticipée, mais nous refusons tout transfert de main-d'œuvre.

« *L'Etat doit subvenir aux besoins des travailleurs et ce sont les entreprises qui doivent s'installer là où il y a de la main-d'œuvre et non à la main-d'œuvre de s'expatrier vers des régions fortement industrialisées.*

« Des solutions, il y en a, mais celles-ci ne se réaliseront que lorsque l'intérêt général passera avant l'intérêt particulier.

⁂

M. Blancho, maire de Saint-Nazaire, devait ensuite parler des luttes passées, de la haute qualification professionnelle des ouvriers nazairiens, qui leur avait permis, entre autres, de construire « Le Normandie » et « Le France ».

M. Malnoë (F.O.) devait, pour terminer, donner lecture de la résolution élaborée par les trois syndicats et approuvée par le Comité de Défense de l'Emploi :

« *Les trente mille* ouvriers, paysans, employés, commerçants, fonctionnaires, ménagères, appuyés par les élus de la région, réunis le mercredi 22 janvier 1964, à l'appel du Comité de Défense de l'Emploi de la région nazairienne :

« Douloureusement frappés par les licenciements et les réductions d'horaire, touchant les métallurgistes nazairiens et en particulier les établissements Lange et Thiriet, la fermeture des Fonderies de Saint-Nazaire et les menaces de chômage dans les Chantiers de l'Atlantique et les maisons sous-traitantes.

« Inquiets de constater que déjà plus de 2.000 emplois ont été supprimés dans le secteur nazairien sans que des implantationss d'industries nouvelles aient pu le compenser, alors que la démographie continue son ascension et que la rationalisation de l'agriculture risque de dégager une main-d'œuvre importante dans les années à venir.

« Constatant que malgré que notre région ait été, en mars 1959, classée en zone spéciale de conversion, les récents débats parlementaires, sur notamment la régionalisation des crédits, ont fait apparaître que la région des pays de la « Loire » se trouvait à l'avant-dernier rang quant à l'octroi des crédits gouvernementaux d'investissements.

« Exigent des pouvoirs publics des mesures susceptibles d'empêcher le chômage à Saint-Nazaire et l'établissement d'un programme dont la réalisation permettra d'assurer dans l'avenir la sécurité de l'emploi pour tous les travailleurs nazairiens.

« Donnent mandat au Comité de Défense de l'Emploi de la région nazairienne pour intervenir en leur nom auprès des pouvoirs publics et s'affirment résolus de soutenir avec vigueur et permanence le dit comité dans l'action qu'il sera amené à poursuivre dans les mois à venir.

« Affirment solennellement sa volonté de ne pas laisser la région nazairienne se transformer, faute de décision de l'Etat, en région cimetière. »

Malgré le froid, le long cortège accompagna les délégués pour apporter cette résolution au sous-préfet, qui, une fois de plus, essaya d'endormir les responsabilités de la région, avec de belles promesses.

Denyse Franck.

CLERMONT-FERRAND :

Soutien aux travailleurs chez Michelin

LE lundi 20 janvier dernier, 150 ouvriers B.F.M. des usines Michelin, service qui à lui seul alimente les chaufferies, se mettaient en grève, paralysant ainsi la production.

Cette grève n'était que l'aboutissement d'un mécontentement latent depuis plusieurs semaines, et bien que les syndicats eussent déposé leurs revendications sur le bureau de la direction, celle-ci n'y donna pas suite. Michelin répondit immédiatement par un lock-out, tout à fait illégal, mettant en « chômage technique » les onze services paralysés, c'est-à-dire 6.000 ouvriers.

La direction refusa, comme d'habitude, de discuter avec les travailleurs en grève qui réclamaient une augmentation horaire de 0,15 F et une révision des classifications, et essaya en outre de discréditer la grève aux yeux des ouvriers mis en chômage, mais c'est le contraire qui se passa. Ceux-ci suivirent les consignes des syndicats C.G.T. et C.F.T.C. qui leur demandaient de se présenter au travail même s'ils ne pouvaient pas travailler, afin de mettre en échec le lock-out.

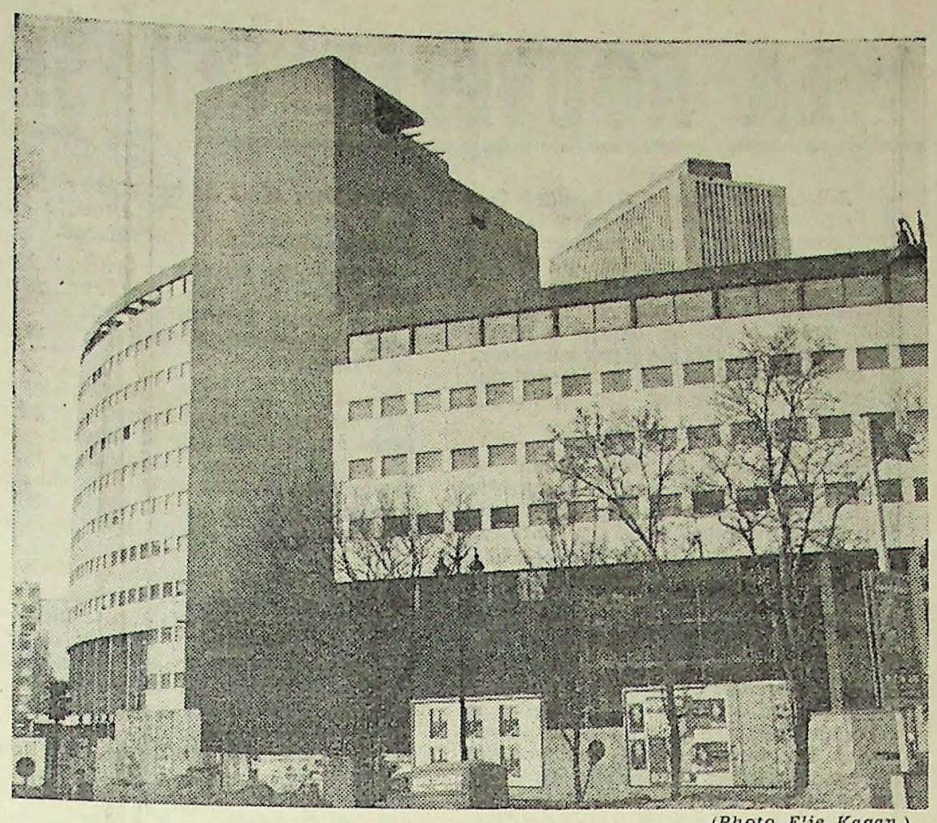
Le mardi, la direction ne voulut toujours pas recevoir les délégués syndicaux qui furent entendus l'après-midi par le préfet. Il promit d'intervenir auprès d'elle pour que celle-ci revienne sur sa décision de mise en chômage et accepte la discussion.

Le lendemain, de nombreux contacts eurent lieu entre la direction et les syndicats. En fin d'après-midi, au cours d'un meeting qui rassemblait un millier de travailleurs, les délégués annonçaient la reprise du travail, promesse leur étant faite d'ouvrir la discussion sur-le-champ. Ils notaient cependant que cette reprise du travail n'était qu'une suspension du mouvement revendicatif et si satisfaction n'était pas donnée, les travailleurs de B.M.F. reprendraient la grève.

La discussion est donc ouverte et quelques résultats positifs se sont dégagés, en particulier l'indemnisation des ouvriers mis en chômage. Mais actuellement il semble que l'accord le plus parfait ne règne pas entre les deux syndicats C.F.T.C. et C.G.T. quant à la méthode à suivre.

Le Parti Socialiste Unifié apporte son soutien aux justes revendications des travailleurs.

Marc-Antoine Guillaneuf



(Photo Elie Kagan.)

« La propriété de la nation. »

R.T.F. : Situation dramatique après la remise de l'ordre de grève du 25 janvier

« Réunis en intersyndicale, le 23 janvier 1964, les syndicats S.U.T., S.N.R.T., S.U.P.A., après avoir constaté que les revendications du S.U.T. ayant provoqué la décision de grève du 25-1-64 rejoignent les préoccupations de l'ensemble du personnel et peuvent s'insérer dans un programme plus général et compte tenu des menaces que font peser sur les agents de la R.T.F. les décisions gouvernementales sur l'exercice du droit de grève dans l'établissement,

décident d'appeler l'ensemble du personnel de la R.T.F. à une journée d'action accompagnée d'un arrêt général du travail pour le 5 février 1964 sur une plate-forme revendicative établie en commun.

Ils invitent les autres syndicats à s'associer à ce mouvement.

Le S.U.T. et le S.U.P.A. ont décidé en conséquence de surseoir à l'ordre de grève du samedi 25 janvier 1964. »

Ce communiqué souligne l'extrême tension qui règne dans l'établissement. Le S.U.T. — qui commande, par la situation de ses techniciens, le fonctionnement de la R.T.F.— a été effectivement éjecté par une direction qui, forte d'une lettre du ministre modifiant sensiblement les conditions de déroulement de la grève, pensait pouvoir battre en brèche le personnel du service public R.T.F. en allant jusqu'à faire appel — ouvertement — aux services des producteurs privés.

Les syndicats ont décidé d'associer le public à leur action et d'élargir considérablement le débat. On ne sait pas assez — mais nos lecteurs le savent — que la bataille que livrent les syndicats des personnels de la R.T.F. n'a pas pour seul but la revendication salariale. Les travailleurs de toutes les catégories de la R.T.F. veulent conserver cet établissement en service public au service de la nation et non à la botte des gouvernements, ni en faire un instrument au bénéfice des requins de la publicité, de la presse et de la finance.

Pour les travailleurs conscients de leur rôle, la R.T.F., créée dans la clandestinité de l'occupation allemande, est la propriété de la nation car elle a été montée, de toutes pièces, par les redevances des usagers.

Nous ne cesserons de le répéter : le service public de la R.T.F. n'appartient à aucun parti, à aucun gouvernement, ni à aucun ministère. Tant que cet établissement restera « sous l'autorité du ministre de l'Information » la démocratie intérieure sera bafouée, les redevances seront détournées de leur but, l'autorité de la direction sera illusoire. La bataille de la R.T.F. c'est, pour les Français qui veulent rester de libres démocrates, la bataille de la liberté d'expression.

Ci-dessous quelques extraits du communiqué publié par la Fédération nationale du Spectacle et le Syndicat national de Radiodiffusion et de Télévision :

« Le S.N.R.T. constate que les décisions prises actuellement aboutissent au démantèlement de la R.T.F. et coïncident avec la part de plus en plus grande faite aux productions réalisées à l'extérieur

— demande à quels intérêts cette politique répond et au profit de qui ?

— conteste les démentis formulés par le ministre de l'Information et par la direction générale au manifeste « les Métamorphoses de la R.T.F. » signé par 220 personnalités, aux motions adoptées par les Fédérations et les Syndicats les plus divers, les Sociétés d'auteurs et de compositeurs, les Associations d'auditeurs et de téléspectateurs et aux réactions du public et de la presse,

B. R.

R.B.V. : La fin d'un conflit

« ILS ont réussi leur coup mais ça leur a coûté cher », me disait un membre du Comité d'Entreprise de la R. B. V., au lendemain de la signature de l'accord qui met fin au conflit.

De quoi s'agit-il exactement En fait, tout se passe comme si le 22 novembre 1963, la direction de la R. B. V. avait procédé à un licenciement régulier, dans les formes requises, pour un motif valable. Les travailleurs licenciés percevront des indemnités substantielles (indemnités normales, plus indemnités forfaitaires, plus indemnités d'ancienneté), qui représentent environ deux mois de salaire pour un P2 qui a plus de 10 ans d'ancienneté.

Au total, la société devra débourser 1 million de francs actuels (100 millions d'anciens francs). Les quinze ouvriers de la « Mécanique R. B. V. », qui ont été licenciés dans des conditions différentes de celles de leurs camarades de l' « Outillage », ont été moins avantagés. Quant aux membres du C.E., ils ont le choix entre la réintégration dans l'entreprise (aux conditions du mois de novembre) et le licenciement avec indemnités.

Le protocole d'accord prévoit également une « priorité de réembauchage » en faveur des travailleurs licenciés, mais cette clause risque fort de n'être qu'une clause de style ; en effet, la R. B. V. vient de fusionner avec Univassier, la seule entreprise française dont les fabrications soient comparables aux siennes. Pendant la durée du conflit, c'est Univassier qui a exécuté les commandes de la R. B. V. La fusion des deux entreprises signifie que la compression du personnel de la R. B. V. ne sera pas compensée dans un proche avenir. Autrement dit, les travailleurs devront chercher un emploi ailleurs.

Des indemnités substantielles, mais un grave problème de reconversion et de reclassement, tel est le bilan de l'accord du 21 janvier. C'est un compromis, bien sûr et il faut souligner l'importance du recul patronal. Mais, il faut dire également que, dans cette affaire, **la seule victoire possible s'était la réintégration de tous les ouvriers licenciés.**

Une telle victoire était-elle possible ? On peut en débattre. Mais il fallait en vouloir les **moyens.** Quel moyens ? La mobilisation effective des travailleurs, l'organisation d'actions de masse.

Finalement, c'est grâce à l'exceptionnelle combativité des travailleurs de la R. B. V. qu'une défaite a été évitée. C'est parce que, malgré le découragement, malgré les difficultés matérielles, ils ont tenu bon, que le patron a dû reculer.

Contre le régime gaulliste

Le PSU propose des solutions socialistes

et il est le seul à le faire

Il est donc essentiel que chaque fédération et chaque section participe à l'effort de diffusion des propositions du Parti.

● *POPULARISER LA POLITIQUE DU CONTRE-PLAN définie par le Parti dans son dernier Congrès. Placarder* partout *l'affiche nationale « POUR ALLER DE L'AVANT ».*

● *ILLUSTRER CETTE STRATEGIE PAR DES EXEMPLES CONCRETS (jeu de bandeaux sur les scandales de la Construction).*

Tel est le devoir impératif de chaque section du Parti.

Les « directives » du Bureau national sont parvenues aux secrétaires de section. Le matériel de propagande est à leur disposition...

...Rien ne manque pour assurer le succès de cette campagne qui doit permettre au Parti d' « aller de l'avant » dans l'opinion.

BON DE COMMANDE

A découper et à adresser *de toute urgence* à TRIBUNE SOCIALISTE - 54, boulevard Garibaldi - Paris - 15e.

ENVOYER à : NOM .....

ADRESSE .....

.....

1°) MACARONS « P.S.U. »

Commande de ..... exemplaires

au prix de 0,035 soit ..... × 0.035 .....

2°) AFFICHE STRATEGIE D'UNITE

Commande de ..... exemplaires

au prix de 0,16 soit ..... × 0,16 .....

3°) BANDEAUX LOGEMENT

Commande de ..... jeux de 3

au prix de 0,21 le jeu soit ..... × 0,21 .....

4°) BANDEAUX BLANCS

Commande de ..... exemplaires

au prix de 0,07 soit ..... × 0,07 .....

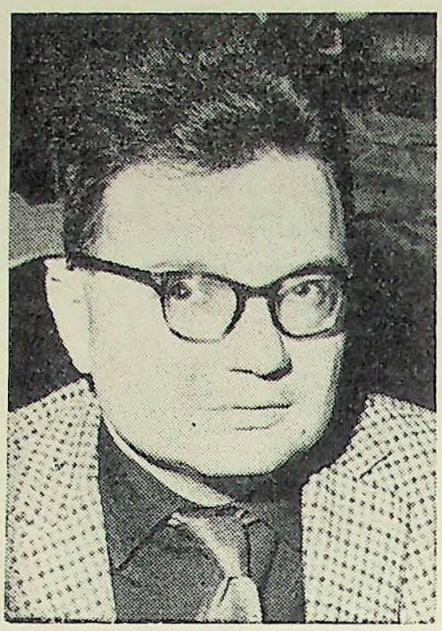
Chèque postal (ou bancaire) joint pour un TOTAL de . . . .

C.C.P. TRIBUNE SOCIALISTE 5826-65 PARIS.

TRIBUNE DES LETTRES

« LA NOUVELLE CLASSE OUVRIÈRE »

Une enquête de



Pierre BELLEVILLE

Le livre de Pierre Belleville, Une nouvelle classe ouvrière (1), *est composé de quatre monographies sur des secteurs industriels, précédées de deux chapitres développant des considérations générales sur la situation actuelle de la classe ouvrière française et suivies de deux chapitres de conclusion destinés à définir des objectifs de lutte et des méthodes d'action.*

C'est dire que le titre choisi ne recouvre pas totalement la matière du livre et qu'il nous est impossible d'en rendre compte ici d'une manière complète. Quand il étudie la sidérurgie lorraine, le textile à Roubaix-Tourcoing, l'électro-métallurgie à Grenoble, les problèmes qui se posent dans un secteur nationalisé comme la S.N.C.F., Pierre Belleville est entraîné à faire la description des particularités du « climat social » d'une région, à retracer l'histoire de tel groupe patronal, à démonter certains mécanismes de concentration capitaliste au cours des dernières années, à faire le point sur l'évolution d'une entreprise nationalisée. Peut-être cette variété de sujets nuit-elle quelque peu à l'unité de l'étude. Il est vrai qu'un des buts de l'auteur était de nous faire découvrir par cette vaste enquête une grande diversité de situations.

Il faut dire aussi que ces monographies sont liées les unes aux autres par quelques thèmes généraux sur la condition actuelle de la classe ouvrière en France.

Le livre de Pierre Belleville est d'abord une réponse à ceux qui affirment aujourd'hui que le progrès technique et l'expansion continue de la production assurée sans trop de soubresauts par le capitalisme depuis quelques années aboutissent automatiquement à une élévation du niveau de vie, à une atténuation sensible des différences de conditions, bref à une sorte de dilution de la classe ouvrière dans la collectivité nationale — et à l'apparition d'une société de consommation où toutes les catégories adoptent un style de vie à peu près identique. On se rappelle que vers 1928 ce thème était déjà développé avec complaisance. La grande crise des années trente, après le krach de Wall Street, avec la baisse brutale de la production et le chômage de millions de travailleurs dans les pays les plus industrialisés, devait réduire ces illusions à néant.

Ces vues optimistes ont-elles, aujourd'hui, un fondement plus solide ?

On peut trouver bien des raisons de le croire. La classe ouvrière ne paraît pas menacée par un chômage pareil. L'élévation de son niveau de vie ne saurait être contestée. Aussi est-il bien difficile de soutenir la théorie communiste de la « paupérisation absolue » qui engage la réflexion dans une voie sans issue.

Pourtant, si l'on regarde au-delà des apparences, si l'on n'est pas dupe de ce que Belleville appelle, à propos des antennes de télévision sur les toits des cités ouvrières, « les signes extérieurs de la richesse du pauvre », on découvre de multiples formes d'aliénation et d'exploitation qui légitiment, aujourd'hui encore, la notion de classe ouvrière et justifient son organisation en vue de luttes revendicatives. Si le travailleur industriel parvient plus souvent qu'auparavant à adopter certains modes de vie des autres classes (l'auto, la télévision, les appareils ménagers, un plus grand confort dans le logement), il est vrai aussi que cette « promotion » sociale laisse subsister d'autres frustrations et a pour contrepartie des privations sur lesquelles on a vite fait de fermer les yeux.

Belleville cite à ce propos de nombreux exemples. Un des plus frappants est l'acceptation des heures supplémentaires imposées par la nécessité de faire face aux traites des achats à crédit. « Les signes extérieurs de la richesse du pauvre » sont acquis par un travail épuisant. Que l'activité économique subisse une régression, même légère, cette source de revenus complémentaires est tarie. L'insécurité demeure une des données permanentes de la condition ouvrière. L'étude du logement des ouvriers du textile dans le secteur Roubaix-Tourcoing est une des meilleures illustrations que nous en donne Pierre Belleville.

Un autre thème de son livre est l'échec des nouvelles formes de paternalisme et des systèmes de « relations humaines » par lesquelles le patronat moderne a essayé d'atténuer la combativité de la classe ouvrière. Celle-ci peut bien, un certain temps, se laisser prendre au piège. Les données économiques, tôt ou tard, s'imposent et lui font sentir les limites de cette politique « sociale ».

Enfin, à travers ses études de quatre secteurs industriels, Pierre Belleville s'est attaché à montrer que la condition de salarié n'est plus seulement aujourd'hui celle des travailleurs manuels, de la classe ouvrière au sens traditionnel du terme. Les transformations entraînées par l'évolution des techniques et par la concentration capitaliste imposent à tous les producteurs industriels, cadres et ingénieurs aussi bien que manœuvres, les mêmes servitudes et font peser sur tous les mêmes menaces. Les uns comme les autres ressentent la même insécurité. Surtout, les uns comme les autres sont exclus des responsabilités de direction économique. S'il n'est pas exact de dire que la société industrielle moderne détruit la notion de classe ouvrière, il est exact, par contre, que les limites de cette notion se sont étendues par la prolétarisation de nouvelles catégories de producteurs. Telle est d'ailleurs la signification du titre du livre.

De ces constatations, Pierre Belleville tire des enseignements sur les objectifs et les méthodes de lutte des organisations syndicales. Nous ne saurions procéder ici à un examen de chacune de ses propositions. Aussi nous bornons-nous à formuler une réserve : il nous semble que Pierre Belleville devait être logiquement amené à marquer en termes explicites dans ses conclusions qu'aujourd'hui, en raison même des constatations qu'il a faites, il est plus que jamais nécessaire de prolonger l'action syndicale par l'action politique. A-t-il voulu se contenter de le suggérer ? Ou estime-t-il que les organisations syndicales peuvent et doivent assumer elles-mêmes des responsabilités nouvelles ? C'est un des problèmes que nous paraît poser son dernier chapitre. Et c'est encore un intérêt de cette enquête de nous avoir conduit à cette interrogation.

Pierre Luquet.

(1) Julliard, édit.

« La Contre-révolution en Afrique »

par Jean Ziégler

Le jeune sociologue Jean Ziégler a consacré un ouvrage aux dangers contre-révolutionnaires qui subsistent en Afrique. Comme ce danger est intimement lié aux groupes d'intérêt qui dominent encore un tiers du continent noir, le livre de Ziégler dissèque avec précision les tenants et les aboutissants des « lobbies » capitalistes. L'affaire katangaise lui offre l'occasion d'analyser les multiples aspects et métamorphoses de l'Union Minière, dont l'ombre se profile sur tout ce qui se trame au Congo. La conclusion de l'auteur est pessimiste : « Aujourd'hui, dit-il, il n'est guère de jeune Africain qui ne croie fermement à l'écroulement imminent de la domination blanche en Angola, au Mozambique, en Rhodésie du Sud et en République Sud-Africaine. Les faits lui donnent tort. La guerre entre les deux Afriques sera terrible et son issue incertaine. »

O. L

Payot édit., 12 francs.

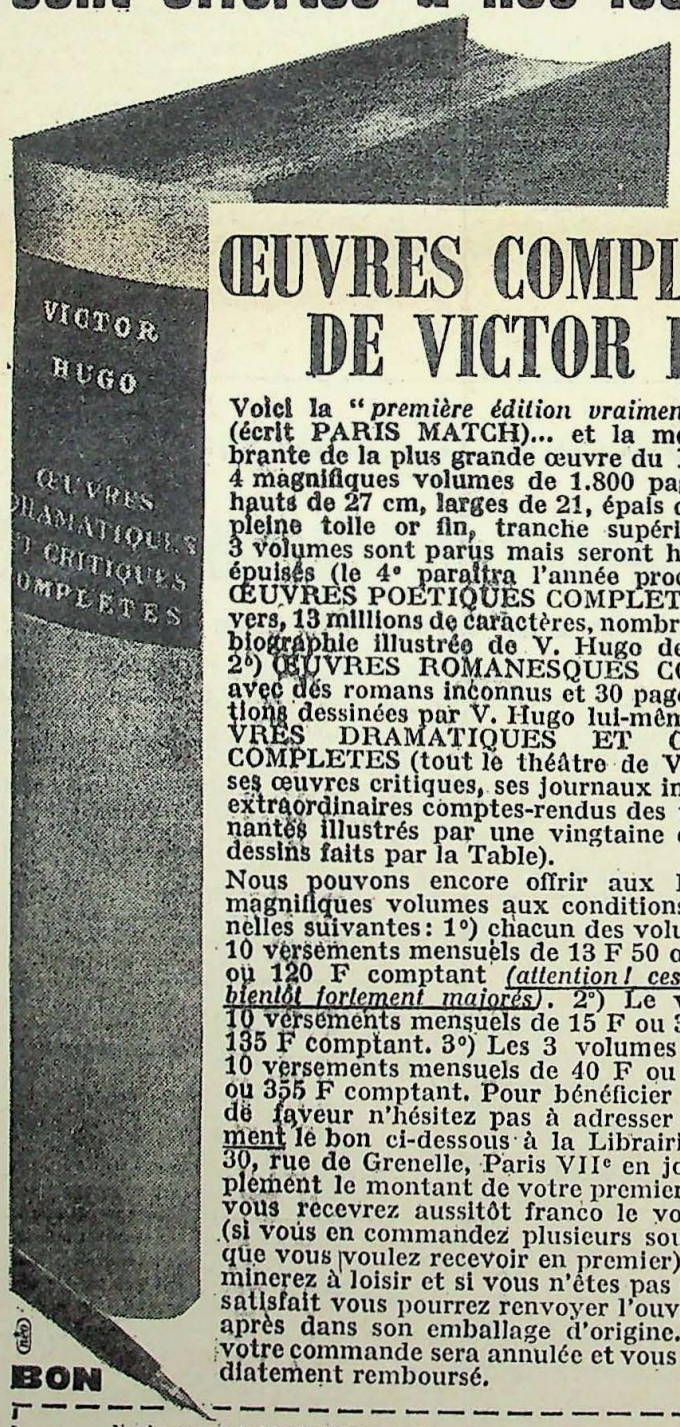
« Antonioni »

par P.-L. Thirard et R. Tailleur

P.-L. Thirard et R. Tailleur ont cherché à mettre en lumière les recherches et les intentions de Michelangelo Antonioni, l'un des meilleurs metteurs en scène italiens. Antonioni est le type même du cinéaste qui, à travers le déroulement d'une histoire, propose une vision de l'existence. Comme il est « l'auteur du film », la responsabilité du scénario ainsi que la réalisation lui incombent. P.-L. Thirard et R. Tailleur étudient avec objectivité l'univers d'Antonioni : désarroi, incommunicabilité des êtres, ennui profond d'un monde sans idéal.

Editions Universitaires, 80 illustrations, 6,20 francs.

Pour quelques jours encore des conditions exceptionnelles sont offertes à nos lecteurs pour les



ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

Voici la "*première édition vraiment complète*" (écrit PARIS MATCH)... et la moins encombrante de la plus grande œuvre du XXe siècle : 4 magnifiques volumes de 1.800 pages environ, hauts de 27 cm, larges de 21, épais de 6,5, reliés pleine toile or fin, tranche supérieure dorée. 3 volumes sont parus mais seront hélas bientôt épuisés (le 4e paraîtra l'année prochaine) : 1°) ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES (153.873 vers, 13 millions de caractères, nombreuses tables, biographie illustrée de V. Hugo de 40 pages,) 2°) ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES avec des romans inconnus et 30 pages d'illustrations dessinées par V. Hugo lui-même. 3°) ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES (tout le théâtre de Victor Hugo, ses œuvres critiques, ses journaux intimes et les extraordinaires comptes-rendus des tables tournantes illustrés par une vingtaine de pages de dessins faits par la Table).

Nous pouvons encore offrir aux lecteurs ces magnifiques volumes aux conditions exceptionnelles suivantes : 1°) chacun des volumes I et II : 10 versements mensuels de 13 F 50 ou 3 de 42 F ou 120 F comptant (*attention ! ces prix seront bientôt fortement majorés*). 2°) Le volume III : 10 versements mensuels de 15 F ou 3 de 46 F ou 135 F comptant. 3°) Les 3 volumes ensemble : 10 versements mensuels de 40 F ou 3 de 125 F ou 355 F comptant. Pour bénéficier de ces prix de faveur n'hésitez pas à adresser immédiatement le bon ci-dessous à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VIIe en joignant simplement le montant de votre premier versement : vous recevrez aussitôt franco le volume choisi (si vous en commandez plusieurs soulignez celui que vous voulez recevoir en premier) vous l'examinerez à loisir et si vous n'êtes pas entièrement satisfait vous pourrez renvoyer l'ouvrage 3 jours après dans son emballage d'origine. En ce cas votre commande sera annulée et vous serez immédiatement remboursé.

BON

à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE - 30 rue de Grenelle - Paris-VIIe
(cocher les cases précédant les formules adoptées)

Veuillez m'adresser ☐ les Œuvres Poétiques Complètes ☐ les Œuvres Romanesques Complètes ☐ les Œuvres Dramatiques et Critiques Complètes. Je règlerai en ☐ 1 ☐ 3 ☐ 10 versements. Veuillez trouver ci-inclus ☐ chèque ☐ chèque postal compte Librairie Pilote N° 1390531 Paris ☐ de _____ Francs.

Je garde le droit de renvoyer dans les 3 jours le 1er volume que je recevrai et en ce cas ma commande sera annulée et je serai immédiatement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____ Signature _____

N° C. C. P. ou bancaire _____ T.S. 1

Le numéro double, n° 34-35 des CAHIERS DU C.E.S. *vient de sortir :*

Marxisme et Sociologie

par Edgar Morin - Claude Lefort - Pierre Naville - Serge Mallet

Dernières parutions :

Evolution des Structures de l'Etat
Maurice Duverger - Manuel Bridier
(n° 32-33)

Unification Socialiste ou Technocratie autoritaire
Jean Poperen
(n° 30-31)

Prix du numéro double : 3 F
(étranger : 4 F)

PASSEZ VOS COMMANDES A *TRIBUNE SOCIALISTE*

Administration : 54, Bd Garibaldi, Paris-15e

Théâtre

"Les Fourberies de Scapin"

de Molière

LES éditions Gallimard rééditent « Morales du grand siècle », de Paul Bénichou, et l'on ne saurait mieux faire que de conseiller à quelques animateurs de théâtre d'y jeter un œil. Sous la forme d'essai, Bénichou analyse les écrivains classiques du « grand siècle ». Il tente une définition et une analyse des courants de pensée qui s'expriment à travers eux. Du long et brillant chapitre consacré à Molière, on retiendra les lignes intelligentes sur l'esprit de cour et la morale mondaine, sceptique et cynique qui imprègnent son théâtre. Il en ressort aussi un Molière courtisan, livré presque malgré lui et par malentendu à des discordes avec la Cour.

Pour Les Fourberies de Scapin, *qu'Edmond Tamiz présente actuellement* (1), *nous trouvons le contrepied des idées reçues. Jusque-là, on voyait une pièce d'un style « commedia dell'arte » jouée vite, en farce. Tamiz trouve et montre une œuvre sur-signifiante en laquelle les conflits d'intérêts exposent l'existence au XVIIe siècle de la lutte de classes. Bénichou aide à comprendre que, si dans* Don Juan, *Molière hausse le débat au niveau des philosophes, le contenu idéologique d'une forte porportion de ses pièces, dont* Les Fourberies, *demeure au niveau du divertissement de cour. On ne peut donc « éclairer » celles qui ne peuvent l'être. A moins de l'établir en contrepoint : on joue farce tout en commentant, mais du dehors (projections, films).*

Autant le Marivaux et le Dandin, *vus par Planchon (et* Le Tartuffe, *que nous verrons à l'Odéon) m'apparaissent concevables, car ils sont replacés dans leur époque, autant* Les Fourberies, *vues par Tamiz, deviennent contestables. Cela devient tout simplement un procédé tel celui, sous prétexte de modernisation, de jouer en costume de ville une œuvre du XVIIIe. Brecht, sur le sujet, a exposé, dans* Ecrits sur le théâtre, *des nuances à ne pas rejeter.*

E. C.

(1) Au « La Bruyère », jeudi, samedi en matinée.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 29 Janvier au 4 Février 1964

LES ANIMAUX

Un film de FREDERIC ROSSIF

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 29 Janvier au 4 Février 1964

NEUF JOURS D'UNE ANNÉE

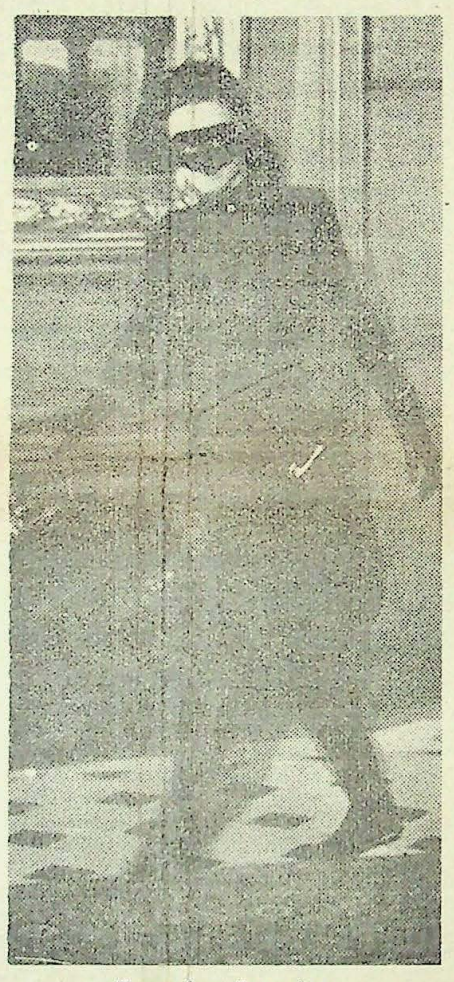
Un film de Mikhaïl ROMM

Cinéma

JUDEX

JUDEX, c'était un justicier vêtu d'une cape noire, qui fit les beaux jours des films muets à épisodes, dirigés par Feuillade. Georges Franju, admirateur de Feuillade, a redonné vie en 1963 à Judex, en jouant le jeu de la reconstitution d'époque, et reprenant avec fidélité — sur un scénario de Jacques Champreux et Francis Lacassin — les aventures de ce Zorro français, l'a fait incarner par Channing Pollock.

Ce qui a intéressé Franju dans cette entreprise n'est pas le personnage même de Judex : ce « justicier », tout compte fait, n'est pas tellement sympathique ni tellement intelligent. Ce n'est pas non plus (ou du moins, pas seulement) l'idée de rendre un « hommage pieux » à un certain genre de cinéma aujourd'hui disparu. C'était, très directement, de faire un film populaire pour le public d'aujourd'hui, un film qui aurait comme atouts ces atouts oubliés d'avant-guerre : une suite d'aventures où le fantastique est roi, parce qu'il ne décolle jamais de la plus stricte observation du réel, où les coïncidences (Ciel ! Tu es mon fils que j'avais perdu à l'âge de deux ans, etc...) ne sont qu'apparemment gratuites, ayant toutes une justification poétique ou esthétique.



Francine Bergé : la beauté baroque de 1900

De plus, cet excellent film d'aventures, qui doit normalement remporter un bon succès populaire, est pétri de la poésie de l'insolite : des hommes noirs escaladent une façade, Francine Bergé, déguisée en nonne, se déshabille et apparaît en collant noir, poignard au côté, les façades et les intérieurs ont la beauté baroque de 1900, Edith Scob traverse le film avec un visage lunaire, deux femmes en collant — blanc et noir — luttent à mort sur un toit, comme en un ballet.

Le Judex de Franju est la preuve qu'un certain sens du merveilleux cinématographique n'est pas perdu à jamais, et qu'il suffit, pour le ressusciter ailleurs que dans les cénacles des cinémathèques, de la volonté et du talent d'un grand cinéaste.

Marcel Ranchal.

CHARADE

de Stanley Donen

QUATRE crimes, trois exécutés à quelques heures d'intervalle, c'est beaucoup pour un monsieur aux tempes grisonnantes et d'apparence paisible, comme Cary Grant. On partage le scepticisme d'Audrey Hepburn que tout porte (en dépit d'un veuvage récent) à sauter au cou du séducteur hollywoodien transformé ici en aventurier sympathique. Inquiétante pourtant, cette accumulation de cadavres (en pyjama). Cary est-il l'âme d'une affreuse machination destinée récupérer un magot de 500.000 dollars, au détriment du fisc américain, ou ne faut-il voir en lui qu'un quatrième larron bien inspiré par la perspective de joindre l'agréable à l'utile ?...

Sur ce thème « série noire », Stanley Donen a bâti une tragi-comédie policière fort séduisante, dosant avec bonheur frissons, bagarres, baisers, poursuites et coup de théâtre (dans la salle déserte de la Comédie-Française). C'est, de plus, tourné à Paris, dans des couleurs chatoyantes. On court, on glisse, on hésite et on marche à nouveau de plus belle. En somme, on perd bien son temps. Les week-ends ne sont-ils pas faits pour ça ?

Jean-Jacques Vernon

A voir ou à revoir

● Adieu Philippine (*de Jacques Rozier*). — *Un garçon à la veille de son service militaire (en Algérie) et deux copines : les dernières vacances du cœur et de la raison.*

● L'Aîné des Ferchaux (*de Jean-Pierre Melville*). — *Un long duel à coups de griffes et de dents ; un beau duo d'acteurs (Vanel et Belmondo) au milieu d'une Amérique du Nord plus jungle que nature.*

● Entre l'alcôve et la potence (*de Tony Richardson*). — *Un menu corsé : fruits de mer, steak au poivre, poignée de mûres et vins non coupés. Hépathiques s'abstenir.*

● Les Sept Mercenaires (*de John Sturges*). — *Avant « la grande évasion », la grande bagarre sous le ciel du Mexique. Sturges fascine comme un lanceur de couteaux.*

● Dr Jekyll et Mister Love (*de Jerry Lewis*). — *Parodie au second degré du fameux film d'épouvante de Mamoulian ; des gags étonnants, détonants et bien dosés.*

● La Conquête de l'Ouest (*Henry Hathaway, John Ford et Georges Marchal*). — *Trois générations de pionniers lancées dans le tourbillon du Cinérama ; magie sur 670 m2 d'écran.*

● Muriel (*d'Alain Resnais*). — *Un récit qui, pour raconter une histoire de notre temps, prend l'allure objectivement mystérieuse d'un roman policier.*

● Neuf jours 'une année (*de Mikhaïl Romm*). — *Entre le cœur et le beton, le cheminement difficile d'un savant soviétique amoureux fou de l'atome.*

"LA SOUPE AU CANARD"

de Léo Mac Carey

NE vous méprenez pas sur l'idiotie de ce film ; il est réellement idiot, pourrait-on dire, paraphrasant Groucho. De cette idiotie consciente et inorganisée que revendiquait Dada comme une conquête nécessaire. Certains ont vu dans « La Soupe au canard » quelque chose comme un manifeste pacifiste par l'absurde, une « hénaurme » parodie de l'art gouvernemental. C'est vouloir jouer les maîtres-nageurs dans les eaux d'un torrent. Pourquoi ne pas prendre tout bonnement son plaisir au fil désordonné des gags loufoques, des mimiques ahurissantes, des pataquès bouffons et des calembours insensés ? Les Marx ont une manière délirante de détourner les objets de leur usage courant. Elle est suffisamment drôle, aussi, pour vous ôter un moment l'envie de philosopher.

●

On retrouvera les Marx Brothers le 23 février, à la télévision, dans « La Course au trésor ».

J.-J. V.

MUSIQUE

Saint-Saëns et Strawinsky

LA firme « Philips » nous présente une version rutilante et aérée de L'Oiseau de feu, *de Strawinsky, sous la direction d'Antal Dorati à la tête de l'orchestre de Minneapolis ; il s'agit d'une très bonne version, mais on peut s'étonner de l'anarchie qui règne en matière d'enregistrements quand on sait que ladite firme avait déjà une version signée Bernstein et une autre Strawinsky.*

Nous nous consolons en constatant, une fois de plus, que l'auteur d'une œuvre n'en donne pas forcément la meilleure version; celle de Dorati évite les sécheresses de Strawinsky et les outrances de Bernstein, ce qui était déjà le cas pour l'enregistrement du Sacre du printemps *qui se retrouve avec les trois mêmes chefs et donne lieu aux mêmes commentaires. J'ai déjà parlé du scandale que suscita cette dernière œuvre* (1). *Les ballets de Strawinsky appartiennent à sa première manière, nous ne savons pas si c'est la bonne puisque, à soixante-quinze ans, il n'a pas encore trouvé sa dernière !*

La Symphonie avec orgue, *de Saint-Saëns, est certainement son œuvre majeure, elle prouve néanmoins que le succès peut consacrer une œuvre « bien faite » d'où la sensibilité est absente comme d'ailleurs dans la totalité de l'œuvre de ce compositeur.*

Roberto Benzi, à la tête de l'orchestre philharmonique de La Haye, assisté de l'organiste Feike Asma, donne de l'œuvre une interprétation qui se classe très près de celle de Charles Münch et à laquelle on ne peut guère reprocher que d'être un peu trop contrastée.

Tous ces disques existent en mono et stéréo.

Pierre Bourgeois.

(1) *T.S.* no 148 du 11-5-63.

Variétés

Vas-y Francis !

J'AURAIS aimé vous parler de l'actuel spectacle de l'Olympia, vous savez bien : Trini Lopez et les Beatles. Malheureusement, il régnait un tel vacarme dans la salle que j'ai été incapable de comprendre ce que disaient les messieurs-dames qui se roulaient sur scène. J'ai demandé aux jeunes gens qui se trouvaient là de m'expliquer. Hélas ! personne n'avait compris. De toute façon, le jeune public semblant content, il faut croire que les Beatles ont ce quelque chose qui fait le succès.

Du music-hall au cabaret, le fossé est parfois plus grand qu'on ne le pense, surtout maintenant, les yé-yé supportant très mal l'intimité des petites salles.

Chez René-Louis Lafforgue, à l'Ecole Buissonnière, rue de l'Arbalète, pas de guitare électrique ni d'ampli. Simplement une petite scène et un public averti et sympathique. Y passent : Pierre Loucki, Pierrot pâle et loufoque, Michel Seldow, qui introduit le transistor dans l'illusion, et surtout, René-Louis soi-même, énorme, moustachu et talentueux, les petits yeux rigolards. Il chante en toute simplicité de la bonne chanson qui ne connaîtra pas le sort de Julie la Rousse, *mais qui le mérite.*

Un dernier mot pour chanter les louanges d'un gars qui fait en ce moment un sacré travail de démystification, Francis Blanche, à Europe I, tous les dimanches, de 11 heures à 12 h. 30. Les petits copains nullards et prétentieux qui saccagent les plates-bandes du music-hall avec leur appétit d'argent et leur manque de goût en prennent un coup. Vas-y, Francis ! démolis les mauvais, les impresarios marrons, les crémières en mal de gloire rapide, les paroliers qui font des fautes de français, démolis-les, ça n'est pas méchant, c'est de la salubrité.

Michel Joch.

La semaine prochaine : 7 JOURS DE TELEVISION par Claude BARRET

TRIBUNE
PSU SOCIALISTE

CAMPAGNE DE BONS DE SOUTIEN

à TRIBUNE SOCIALISTE

donnant droit à une distribution gratuite de lots

La diffusion d'un journal comme le nôtre est difficile, alors qu'à notre époque « sortir » un journal coûte de plus en plus cher.

Depuis la création du P.S.U., en avril 1960, « Tribune Socialiste » a paru régulièrement, sans défaillance : c'est un exploit financier.

Depuis le numéro un, la rédaction et l'administration ont constamment cherché à améliorer sa formule (passage de 8 à 12 pages, réseau de correspondants, nouvelle présentation, amélioration du papier, etc.).

Nous voulons tous poursuivre cet effort, mais, pour cela, de nouveaux investissements sont nécessaires afin d'accroître les moyens de la rédaction.

C'est pourquoi nous lançons comme l'année dernière **UNE GRANDE CAMPAGNE DE BONS DE SOUTIEN A 1 FRANC.**

Comme en 1963, plus de 1.000 lots seront distribués par tirage au sort. Le montant total des lots dépassera 3 millions d'anciens francs.

Nous publierons prochainement la liste exacte des lots, la date du tirage au sort, les différentes modalités d'organisation de cette campagne.

TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du P. S. U., est un journal d'opinion, un journal indépendant de tout groupe financier, un journal libre.

TRIBUNE SOCIALISTE n'a d'autres richesses que le courage et le dévouement des militants qui le conçoivent et des militants qui le diffusent.

TRIBUNE SOCIALISTE n'a d'autres ressources que le montant de la vente.

Les billets seront en vente dans toutes les sections sous la responsabilité et le contrôle de la Fédération.

Nous vous rappelons qu'en 1963, le Doubs a gagné la voiture R-4 L, que la Seine-et-Oise a eu droit au frigidaire, le Gard au meuble combiné stéréophonique et que la section de Jœuf (M.-et-M.) arrivée en tête de notre concours de vente a pu envoyer 4 camarades faire une croisière en voilier dans les îles dalmates, le long de la côte yougoslave.

Cette année, ce sera peut-être votre tour.

Amis lecteurs, aidez-nous à faire de cette campagne un grand succès qui permettra à « Tribune Socialiste » de mieux vous satisfaire.